

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 397

[2012/200656]

26 JANVIER 2012. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne.

Le texte de l'accord est annexé au présent décret.

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Ecole d'administration publique de la Région wallonne et de la Communauté française » sont insérés entre les mots « Société régionale du Port de Bruxelles » et les mots « C. Agence fédérale de contrôle nucléaire ».

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 31 janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 janvier 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 516 (2011-2012). N^{os} 1 à 3.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 janvier 2012.

Vote.

**Accord de coopération entre la Communauté française
et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune
à la Communauté française et à la Région wallonne**

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 35, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I^{re} et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77, 87 et 92bis, § 1^{er};

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrête royal du 5 juillet 1990;

Vu le décret du 15 octobre 1991 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains établissements ou entreprises de la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pensions applicable au personnel d'organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Considérant que les déclarations de politique communautaire et régionale précisent ce qui suit : « Afin de développer une approche cohérente et renforcée de la formation, il est important de disposer d'un outil moderne et performant. C'est pourquoi le Gouvernement mettra en place une Ecole d'Administration publique en s'appuyant sur les structures existantes qui coordonnera et impulsera, au niveau de la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, une véritable culture du management public. Cette école serait ouverte aux

agents de la fonction publique communautaire, régionale et locale. L'École d'Administration serait chargée de concevoir, planifier, mettre en œuvre et assurer le suivi d'une politique de formation, comprenant la formation initiale et continuée des agents. Par ailleurs, elle organisera les formations en management. Dans cette perspective, l'École d'Administration publique accueillera les agents de la fonction publique communautaire et régionale, ainsi que, pour les formations relatives aux mandataires, les candidats éventuels à ces fonctions. Les organes de l'école intégreront l'organisation d'un comité scientifique. »;

Considérant qu'au regard de la situation existante dans d'autres pays et en particulier en France, il n'est pas souhaitable de créer une École d'Administration publique qui aurait pour mission exclusive la formation d'une certaine élite administrative, et que l'École doit au contraire exercer tout ou partie de ses missions à destination de l'ensemble du personnel des services bénéficiaires, quel que soit le niveau, et sans préjudice des missions actuelles du Conseil régional de la formation;

Considérant que les relations entre les Administrations et l'École d'Administration publique se fondent sur une collaboration mutuelle permanente doublée d'une confiance réciproque inébranlable, puisant leurs racines dans une conception commune d'un service public visant l'excellence au profit de chacun; qu'à la disposition des Administrations dans l'accomplissement des hautes missions que les Gouvernements leur ont confiées, l'École d'Administration publique se doit d'être particulièrement réactive aux demandes et besoins des mandataires; et que c'est donc tout naturellement que la répartition des tâches de formation continue entre les Administrations et l'École s'effectuera en harmonie et bonne intelligence;

Considérant que dans une vision de bonne gouvernance, la politique de formation doit constituer une priorité stratégique de l'administration, visant, d'une part, à créer, renforcer ou maintenir une éthique de l'intérêt général et, d'autre part, à garantir l'acquisition et le maintien des savoirs et savoir-faire requis pour l'exécution des missions de service public, dans une dynamique d'acquisition et de renforcement de compétences intégrant savoirs théoriques, capacités technico-pratiques et aptitudes nécessaires à la production d'un bien ou d'un service dans un contexte donné;

Considérant qu'il s'avère essentiel de dispenser des formations adaptées aux besoins des agents et des services, participant à la délivrance aux usagers d'un service de qualité rendu par du personnel qualifié;

Considérant que par ailleurs, la création d'une École d'Administration publique doit participer à l'objectivation de la désignation des hauts fonctionnaires des Services des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent et que les formations participeront à leur qualité;

Considérant encore que bien que les autorités de la Commission communautaire française n'ont pas, à ce stade, émis le souhait de prendre part au présent accord de coopération, la Commission communautaire française pourra, à tout moment, rejoindre l'École d'Administration publique, le présent accord de coopération étant dès lors modifié à cette fin; que l'École d'Administration publique est néanmoins d'ores et déjà accessible aux membres du personnel des Services du Collège de la Commission communautaire française et des organismes d'intérêt public qui le souhaitent;

Considérant de même que, pour le bien-être de leurs concitoyens, les administrations locales se doivent d'appréhender, de manière professionnelle, les matières nombreuses et complexes qu'elles ont à maîtriser;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *L'École d'administration publique*

Article 1^{er}. Il est créé une École d'Administration publique commune à la Région wallonne et à la Communauté française, dénommée, ci-après en abrégé, « l'École ».

L'École est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent accord de coopération, l'École est soumise aux dispositions de la loi précitée applicables aux organismes de ladite catégorie.

Le siège administratif de l'École est fixé conjointement par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne. L'École répartit ses activités de formation dans plusieurs sites sur le territoire de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-capitale.

Le présent accord ne porte pas préjudice aux procédures prévues par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

CHAPITRE II. — *Missions*

Art. 2. L'École est chargée de trois missions principales :

1. la formation initiale, la formation de carrière et la formation continue transversale du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public;
2. la formation en vue de l'obtention du Certificat de management public;
3. la formation continue des agents des pouvoirs locaux pour les fonctions de management.

La formation continue transversale relève des missions de l'École, la formation continue spécifique relève des missions des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public, chacun pour ce qui le concerne.

Art. 3. L'École conçoit et met en œuvre, à l'attention des membres du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public :

- les formations continues transversales;
- les formations initiales, à savoir les formations au programme des stages;
- les formations initiales du personnel contractuel;
- les formations de carrières.

Les formations de l'École sont accessibles aux membres du personnel des Services du Collège de la Commission communautaire française et des Organismes d'intérêt public qui en dépendent, à la demande du Collège, selon des modalités à prévoir dans le contrat de gestion.

Les formations de l'École sont accessibles aux délégués syndicaux du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public, même si celles-ci ne sont pas directement liées à leur carrière en tant que membre du personnel, selon des modalités à prévoir dans le contrat de gestion.

Art. 4. L'École conçoit et met en œuvre la formation des candidats aux emplois soumis au régime des mandats des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public. Le programme de cette formation est fixé par les Gouvernements sur proposition de l'École.

Le suivi de cette formation et la réussite de l'examen qui la sanctionne conduisent à l'obtention du Certificat de management public, commun à la Région wallonne et à la Communauté française, dont la détention est une condition obligatoire préalable à l'obtention d'un mandat.

Le titulaire du Certificat accède à un pool de candidats dont seuls les membres peuvent déposer leur candidature tant aux emplois à pourvoir par mandat en Région wallonne qu'à ceux à pourvoir par mandat en Communauté française.

Le Certificat est délivré après examen par un jury indépendant, présidé et composé par SELOR.

Art. 5. § 1^{er}. L'Ecole conçoit et met en œuvre un Certificat de management public local pour les grades légaux des pouvoirs locaux.

§ 2. Compte tenu de l'offre de formation et des structures existantes et agréées par la Région wallonne, l'Ecole conçoit et met en œuvre des formations continues, destinées aux agents des pouvoirs locaux pour les fonctions de management.

Par fonction de management, on entend les grades légaux ainsi que les responsables des services, quel que soit le niveau, tels que négociés en Comité C de la Région wallonne.

§ 3. Les missions du Conseil régional de la formation, et notamment celles visées à l'article 2 du décret du 6 mai 1999 portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie, ne sont pas altérées par le présent accord de coopération.

Art. 6. Dans le cadre de ses missions, l'Ecole peut se voir confier, par les Services des Gouvernements et les Organismes d'intérêt public, des activités d'identification de formation et/ou de conseil.

CHAPITRE III. — *Les formations*

Art. 7. Sans préjudice des procédures prévues par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, l'Ecole conçoit et met en œuvre un Plan de formation répondant aux besoins de formation de l'ensemble des Services des Gouvernements et des organismes d'intérêt public.

Ces besoins de formation sont identifiés par les Services des Gouvernements et des organismes d'intérêt public, chacun pour ce qui le concerne.

Le Plan est élaboré tous les deux ans et approuvé par les Gouvernements, après avis du Collège scientifique et du Conseil de la formation.

Art. 8. L'Ecole met en œuvre, à leur demande et moyennant rétribution, les formations particulières à un Service des Gouvernements, à un Organisme d'intérêt public et aux pouvoirs locaux.

CHAPITRE IV. — *Le contrat de gestion*

Art. 9. § 1^{er}. L'Ecole exerce ses missions conformément au contrat de gestion, conclu pour une durée de cinq ans entre, d'une part, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française agissant conjointement et, d'autre part, le Conseil d'administration de l'Ecole.

§ 2. Le contrat de gestion de l'Ecole contient :

1° les tâches que l'Ecole assume en vue de l'exécution de ses missions de service public;

2° les objectifs d'impact, de qualité, d'efficacité et d'efficience à atteindre déterminés par des critères mesurables, précis et assortis de délais de réalisation, ainsi que la définition des indicateurs liés à la réalisation de ces objectifs composant le tableau de bord qui précise, pour chacun de ces indicateurs, une valeur de référence et indique périodiquement leur degré de réalisation et leur évolution;

3° les dispositions à prendre pour assurer le respect des politiques que le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française mettent en œuvre conjointement;

4° les règles de mise à disposition de la dotation et d'adaptation de celle-ci;

5° l'obligation de distinguer les coûts liés à la mise en œuvre des tâches et en particuliers, les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation;

6° la description des engagements de l'Ecole vis-à-vis des usagers des services publics, notamment en matière d'information;

7° les procédures de modification et de renouvellement du contrat de gestion et les règles de résolution de conflits.

§ 3. Préalablement au renouvellement du contrat de gestion, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française, en concertation avec l'Ecole, à l'intervention de son Conseil d'administration, procèdent conjointement à l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargé l'Ecole.

Cette évaluation comporte les aspects relatifs au contexte économique, éducatif, social et environnemental dans lequel travaille l'Ecole, aux perspectives d'avenir, à la satisfaction des usagers et, le cas échéant, une analyse des effets du contrat de gestion précédent.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française font, par décision conjointe, également procéder parallèlement par un tiers à une évaluation distincte.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française adoptent, conjointement et en tenant compte des évaluations réalisées décrites aux alinéas 1^{er} à 3, une note d'orientation déterminant les lignes directrices du projet de contrat de gestion.

Dans le respect de la note d'orientation visée à l'alinéa 4, un projet de contrat de gestion est établi par les parties au contrat de gestion. Ce projet est soumis au Collège scientifique et au Conseil de la formation pour avis, ainsi qu'au Conseil d'administration de l'Ecole qui l'approuve.

Le contrat de gestion est également soumis à l'approbation conjointe du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française.

Dans le mois de sa conclusion, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française procèdent à la publication au *Moniteur belge* du contrat de gestion.

Après la conclusion du contrat de gestion, l'Ecole est chargée d'établir un plan d'exécution qui fixe les objectifs et la stratégie prévue à moyen terme et son impact sur le budget.

§ 4. Le contrat de gestion peut être modifié de manière substantielle selon la procédure prévue pour son renouvellement prévu au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Les modifications au contrat de gestion, qu'elles soient mineures ou substantielles sont également publiées au *Moniteur belge* dans le mois de leur adoption.

§ 5. Si un nouveau contrat de gestion n'entre pas en vigueur à l'expiration du précédent, le contrat de gestion venu à expiration est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion conformément à la procédure prévue au paragraphe 3.

§ 6. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation contenue dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 7. Le tableau de bord visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, fait l'objet d'une présentation annuelle au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française.

§ 8. Le Conseil d'administration établit un rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion. Ce rapport annuel est transmis au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE V. — *Fonctionnement*

Section 1^{re}. — Le Conseil d'administration

Art. 10. L'École est administrée par un Conseil d'administration de 15 membres désignés conjointement par les Gouvernements, dont :

- le Secrétaire général des services du Gouvernement de la Communauté française;
- le Directeur général du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française;
- un membre désigné parmi les mandataires des organismes d'intérêt public de la Communauté française;
- le Secrétaire général des services du Gouvernement wallon;
- le Directeur général du personnel des services du Gouvernement wallon;
- le Directeur général des services du Gouvernement wallon en charge de la tutelle sur les pouvoirs locaux;
- un membre désigné parmi les mandataires des organismes d'intérêt public de la Région wallonne.

Ces désignations interviennent pour une durée reconductible de cinq ans prenant cours dans les cinq mois qui suivent la prestation de serment des membres des nouveaux Gouvernements faisant directement suite au renouvellement des Parlements wallon et de la Communauté française et tiennent compte, pour l'ensemble des administrateurs à l'exception des membres de droit, de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Parlement de la Communauté française par application du mécanisme défini aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou desdits groupes politiques visés à l'article 11.

Si, en application des dispositions de l'alinéa 2, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein du Conseil d'administration, il y est représenté par un observateur désigné par les Gouvernements sur proposition de ce groupe politique.

Art. 11. Pour être désigné en qualité de membre du Conseil d'administration, il faut :

1^o être âgé de maximum 70 ans accomplis, sauf dérogation octroyée conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour des raisons dûment motivées;

2^o ne pas marquer une hostilité manifeste, ne pas avoir été pénalement condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, ne pas être membre d'un organisme, d'une association, d'un parti ou d'un groupe politique qui marque une hostilité manifeste ou qui a été condamné pénalement, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, et par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus.

Cette interdiction cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'organisme, de l'association, du parti ou du groupe politique en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus.

Cette interdiction cesse, en cas de non condamnation, s'il peut être établi que la personne, l'organisme, l'association, le parti ou le groupe politique dont il est issu, a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus;

3^o ne pas être dans une situation de conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité en conflit d'intérêt avec celle de l'École.

Art. 12. § 1^{er}. La qualité de membre du Conseil d'administration est également incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1^o titulaire d'un mandat public conféré par élection;

2^o membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Communauté, d'une Région, d'une Commission communautaire ou de la Commission européenne;

3^o membre d'un cabinet ou cellule stratégique, en ce compris à titre d'expert, d'un Ministre ou Secrétaire d'Etat du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Communauté, d'une Région, d'une Commission communautaire ou de la Commission européenne;

4^o bourgmestre, gouverneur de province ou député provincial;

5^o membre du personnel de l'École;

6^o conseiller externe, expert, consultant ou soumissionnaire régulier de l'École ou membre de son Collège scientifique.

§ 2. Si, au cours de son mandat, le membre du Conseil d'administration accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au § 1^{er}, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par une personne répondant aux conditions

fixées aux articles 11 et 12, § 1^{er}, et nommée selon les modalités prévues à l'article 10.

Art. 13. Le Président du Conseil d'administration est désigné conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour une durée reconductible de cinq ans, parmi les membres du Conseil d'administration.

Art. 14. § 1^{er}. Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment au mandat du membre du Conseil d'administration, ce mandat prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque le membre a atteint l'âge de maximum 70 ans accomplis, sauf dérogation octroyée conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour des raisons dûment motivées;

3° lorsqu'il est absent plus de trois fois, sans justification, par an aux réunions du Conseil d'administration;

4° lorsqu'il ne participe pas à la moitié des réunions annuelles sauf dérogation accordée conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour des raisons médicales;

5° lorsqu'il devient membre d'un organisme ou d'une association visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, de l'article 11;

6° en cas de non-respect du caractère confidentiel des délibérations, des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

7° en cas de conflit d'intérêt permanent direct ou indirect, personnel ou fonctionnel.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon peuvent, le cas échéant, après avis ou sur proposition des commissaires, révoquer un membre du Conseil d'administration, s'il est avéré que ce membre :

1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'Ecole;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat.

Les Ministres de la Fonction publique du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement wallon entendent le membre du Conseil d'administration, après l'avoir convoqué, en lui exposant, préalablement à la décision, les faits qui lui sont reprochés et qui entrent dans les hypothèses énumérées à l'alinéa 1^{er}.

Au cours de son audition, le membre peut être assisté par la personne de son choix.

Art. 15. Tout membre qui cesse de faire partie du Conseil d'administration est remplacé dans les quatre mois qui suivent.

Art. 16. Assistent aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative :

1° le Président du Collège scientifique;

2° les Commissaires du Gouvernement;

3° le Directeur général.

Art. 17. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ni des compétences spécifiquement dévolues au Collège scientifique, le Conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Ecole.

Toutes les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité.

Art. 18. Le Conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement d'ordre intérieur doit notamment prévoir :

1° le nombre minimal de réunions annuelles qui, en toute hypothèse, ne peut être inférieur à 6;

2° les règles concernant la convocation, si possible par voie électronique, du Conseil d'administration;

3° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;

4° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du Président;

5° les règles de quorum pour que le Conseil d'administration délibère valablement ainsi que les modalités de vote des membres;

6° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;

7° le mode de transmission des documents aux membres du Conseil d'administration;

8° le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Ecole;

9° les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;

10° les modalités de consultation du rapport annuel;

11° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts;

12° le caractère public ou non des réunions du Conseil d'administration.

Art. 19. L'Ecole accorde aux membres du Conseil d'administration non membres du personnel des services des Gouvernements ou d'organismes d'intérêt public, des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française arrêtent conjointement le montant.

Section 2. — Le Collège scientifique

Art. 20. L'Ecole comporte en son sein un Collège scientifique désigné par le Conseil d'administration de 18 membres :

- 3 membres parmi et sur proposition des Services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public de la Communauté française;

- 3 membres parmi et sur proposition des Services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public de la Région wallonne, dont 1 des Services du Gouvernement wallon en charge de la tutelle sur les pouvoirs locaux;

- 3 membres sur proposition des organisations syndicales représentatives et présentes au Comité de Secteur XVI, au Comité de Secteur XVII et au Comité C de la Région wallonne;

- 4 membres sur proposition d'organisations de pouvoirs locaux et de grades légaux;

- 5 membres choisis parmi les professeurs des Universités et Hautes Ecoles ou experts en formation ou gestion.

En outre, un représentant de la Commission communautaire française, un représentant de l'Ecole régionale d'administration publique, un représentant de l'Institut fédéral d'administration, et un représentant du Conseil régional de la formation sont invités à prendre part aux réunions du Collège scientifique.

Les membres du Collège scientifique sont désignés pour une durée reconductible de cinq ans.

Le Président du Collège scientifique est désigné par le Conseil d'administration pour une durée reconductible de cinq ans, parmi les professeurs des Universités et Hautes Ecoles ou les experts en formation ou gestion.

Art. 21. Le Collège scientifique contribue à la qualité et à la cohérence des décisions à caractère pédagogique de l'Ecole.

Il propose au Conseil d'administration le contenu et l'organisation des enseignements et des formations ainsi que le choix des formateurs, dans le respect de la législation sur les marchés publics. Ces propositions tiennent compte des résultats de l'analyse préalable des besoins de formation identifiés par les services bénéficiaires, et des finalités et objectifs généraux qui leur seront assignés.

Art. 22. Le Collège scientifique remet des avis, des recommandations et des propositions dans toute matière relevant des activités pédagogiques de l'Ecole ou ayant une incidence sur elles.

Il remet son avis sur le projet de contrat de gestion et sur le plan de formation.

Art. 23. Les dispositions des articles 11, 12 et 14 du présent accord de coopération s'appliquent aux membres du Collège scientifique.

En outre, la qualité de membre du Collège scientifique est incompatible avec celle de membre du Conseil d'administration de l'Ecole.

Art. 24. L'Ecole accorde aux membres du Collège scientifique non membres du personnel des services des Gouvernements ou d'organismes d'intérêt public des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française arrêtent conjointement le montant.

Section 3. — Le Conseil de la formation

Art. 25. Il est créé, au sein de l'Ecole, un Conseil de la formation dont la composition est fixée comme suit :

1° le Directeur général de l'Ecole qui en assure la présidence, ou son délégué;

2° le Président du Collège scientifique;

3° les membres du Comité de direction du Ministère de la Communauté française et le fonctionnaire dirigeant du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et de chacun des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

4° les membres du Comité stratégique du Service public de Wallonie et le fonctionnaire dirigeant de chacun des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVI;

5° deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité de Secteur XVII;

6° deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité de Secteur XVI;

7° deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité C de la Région wallonne;

8° un membre du Conseil régional de la formation de la Région wallonne.

Art. 26. Le Conseil de la formation est convoqué par le Président qui en fixe l'ordre du jour.

Sans préjudice des procédures prévues par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le Conseil de la formation remet son avis sur le Plan de formation, le rapport d'activité de l'Ecole et le projet de contrat de gestion. Il peut remettre des avis d'initiative en lien avec les missions de l'Ecole.

Section 4. — Administration journalière

Art. 27. La gestion journalière de l'Ecole est assurée par un Directeur général.

Le Directeur général est désigné conjointement par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon pour un mandat, en application du régime institué par le Titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Pour l'application de ce régime au Directeur général, on entend par « Gouvernement », les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française agissant conjointement.

Art. 28. Le Directeur général exécute les décisions du Conseil d'administration et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci.

Le Directeur général assume la gestion journalière pour toutes les missions qui sont confiées à l'Ecole. A ce titre, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration, de même que tous les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour l'Ecole, ne présentent pas un caractère exceptionnel, ne représentent pas un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires courantes de l'Ecole. Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le Conseil d'administration.

Le Directeur général gère le budget de l'Ecole.

Le Conseil d'administration peut lui déléguer la qualité d'ordonnateur. Il peut à ce titre engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au budget de l'Ecole.

Le Directeur général est tenu d'informer le président du Conseil d'administration, agissant d'initiative ou à la demande du Conseil d'administration, des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et de lui fournir toutes les explications y relatives.

Le Directeur général représente l'Ecole dans toutes ses actions en justice en demandant ou en défendant.

Il est habilité à déléguer à un ou plusieurs agents, une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'Ecole devant les juridictions judiciaires et administratives.

Le Conseil d'administration fixe les règles relatives aux délégations de compétences et de signatures au Directeur général.

Art. 29. Sans préjudice de dispositions complémentaires figurant dans le statut du personnel, le Directeur général est à tout le moins soumis aux incompatibilités visées à l'article 12, § 1^{er}, 1° à 4°, et 6°.

CHAPITRE VI. — *Personnel*

Art. 30. Sous réserve des adaptations nécessaires auxquelles procèdent conjointement les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, en fonction des particularités éventuelles de l'Ecole, les dispositions qui constituent le statut administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Région wallonne sont applicables au personnel de l'Ecole.

Art. 31. L'Ecole relève du Comité de Secteur XVI institué en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Art. 32. Le cadre de l'Ecole est fixé conjointement par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française.

Art. 33. § 1^{er}. Le membre du personnel affecté ou mis à disposition de la Direction de la Formation du Service public de Wallonie ou de l'Ecole d'Administration publique du Ministère de la Communauté française peut être transféré à l'Ecole.

A cette fin, le membre du personnel répond à l'appel à candidatures lancé par l'Ecole.

Le membre du personnel qui n'aura pas répondu à cet appel dans un délai de quinze jours calendrier est maintenu dans son administration d'origine.

A l'issue de la procédure, si certains emplois restent inoccupés, l'Ecole peut lancer un appel à candidatures à tous les membres du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public de la Communauté française et de la Région wallonne.

L'Ecole sélectionne les candidats en comparant les titres et mérites sur la base du profil de fonction.

Au moins trente jours avant le premier appel à candidature visé à l'alinéa 2 :

- les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne fixent le siège administratif de l'Ecole, conformément à l'article 1^{er};

- le Conseil d'administration approuve l'organigramme des services de l'Ecole.

Chaque Gouvernement fixe la liste des membres du personnel de leurs Services transférés à l'Ecole et en assure la publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions des alinéas 3 et 4, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans leur service d'origine, conformément à la réglementation qui leur était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au sein de l'Ecole.

Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans son service d'origine, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si au sein de l'Ecole, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans son service d'origine, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure.

Lorsqu'un membre du personnel transféré au départ des services visés au paragraphe 1^{er}, est mandataire dans son service d'origine, il conserve cette qualité au sein de l'Ecole. Sans préjudice des dispositions du présent paragraphe, les dispositions du statut administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement wallon relatives au régime du mandat lui sont applicables.

Les membres du personnel transférés conservent la dernière évaluation qui leur a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation.

Les agents lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur dans leur service d'origine avant leur transfert conservent, au sein de l'Ecole, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté cette sélection ou cette épreuve au sein de l'Ecole.

Quand un concours d'accession au niveau supérieur auquel peut participer le membre du personnel a été annoncé dans le service auquel il appartient à la date du transfert, ce membre du personnel conserve le droit d'y participer, même s'il est transféré pendant le déroulement de cette épreuve.

Le membre du personnel garde le bénéfice de tous les brevets acquis lors de sa carrière. Le cas échéant, un arrêté d'équivalence sera adopté par les Gouvernements.

Art. 34. Sans préjudice des dispositions réglementaires existantes, toute vacance d'emploi est diffusée aux agents des services des Gouvernements via les sites internet respectifs.

Art. 35. L'Ecole est autorisée à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

CHAPITRE VII. — *Contrôle**Section 1^{re}. — Les Commissaires du Gouvernement*

Art. 36. L'Ecole est un organisme soumis au pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française par l'intervention de deux commissaires, l'un désigné par le Gouvernement wallon, l'autre désigné par le Gouvernement de la Communauté française parmi les commissaires permanents du Corps interministériel des Commissaires de la Communauté française.

Les dispositions relatives au commissaire permanent du Corps interministériel des commissaires de la Communauté française sont d'application, à moins qu'il n'y soit dérogé par le présent accord.

Art. 37. § 1^{er}. Préalablement à la désignation des Commissaires du Gouvernement, les Gouvernements vérifient :

1° que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;

2° par la production d'un curriculum vitae, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activité de l'organisme;

3° par la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction de commissaire du Gouvernement ou, à défaut, d'une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;

4° que le candidat atteste par une déclaration sur l'honneur, par écrit qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées par l'article 39;

5° qu'il n'existe pas dans le chef du candidat de conflit d'intérêt fonctionnel ou personnel, direct ou indirect, en

raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'organisme.

§ 2. En cas de démission, de décès ou de révocation du commissaire du Gouvernement, ou de l'exercice d'une fonction incompatible par celui-ci, ce dernier est remplacé, dans les meilleurs délais, selon la procédure prévue au paragraphe 1^{er}.

Art. 38. Les Gouvernements ne peuvent désigner, en qualité de Commissaire du Gouvernement, une personne visée à l'article 11, 2^o.

Si les Gouvernements rejettent la candidature d'une personne sur la base de l'alinéa précédent, ils motivent spécialement leur décision.

Art. 39. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, les missions du Commissaire du Gouvernement sont incompatibles avec le mandat ou les fonctions de :

1^o membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;

2^o membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;

3^o gouverneur ou député provincial;

4^o membre du personnel de l'Ecole ou de son Conseil d'administration, ou d'une de ses filiales ou de l'organe de gestion d'une des filiales;

5^o conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme;

6^o bourgmestre, échevin, président de centre public d'aide sociale et président d'intercommunale.

§ 2. Si au cours de son mandat, le Commissaire du Gouvernement accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un Commissaire du Gouvernement nommé conformément à l'article 37.

Art. 40. Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment aux missions du Commissaire, le Gouvernement wallon peut, après audition du Commissaire du Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

1^o s'il a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;

2^o s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de ses missions;

3^o s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions régulièrement convoquées et auxquelles sa présence est requise, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création de l'organisme;

4^o s'il ne remplit plus les conditions prévues à l'article 37, § 1^{er}.

Au cours de son audition, le Commissaire du Gouvernement peut être assisté par la personne de son choix.

Art. 41. § 1^{er}. Le Commissaire du Gouvernement est chargé du contrôle, au regard de la légalité et de l'intérêt général, de l'Ecole.

§ 2. Dans un délai de quatre jours francs, le Commissaire du Gouvernement exerce, auprès du Gouvernement qui l'a nommé, un recours contre toute décision qu'il juge contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés, au contrat de gestion et à l'intérêt général.

Ce recours est suspensif. Il est notifié le même jour au Gouvernement qui n'a pas été saisi du recours.

Le délai de quatre jours prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le Commissaire y ait été régulièrement convoqué ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il a reçu connaissance de ladite décision.

Si le Commissaire du Gouvernement exerce le recours visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement qui a été saisi du recours dispose d'un délai de trente jours francs prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, pour annuler, sur avis conforme de l'autre Gouvernement, la décision de l'Ecole. Passé ce délai, la décision de l'Ecole est définitive. Le délai de trente jours peut être prorogé d'un nouveau délai de dix jours par décision du Gouvernement qui a nommé le Commissaire du Gouvernement.

La décision de prorogation ou d'annulation est notifiée à l'Ecole par lettre recommandée avec accusé de réception. Une copie est également envoyée, par courrier simple, à l'autre Commissaire du Gouvernement.

Art. 42. Le Commissaire du Gouvernement peut faire inscrire à l'ordre du jour des organes dans lesquels il est appelé à siéger tous les points qu'il juge utiles dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, et notamment les points en rapport avec :

1^o le respect du présent accord de coopération ou des arrêtés relatifs à l'Ecole ou à ses missions;

2^o le cas échéant, le respect des obligations découlant du contrat de gestion.

Art. 43. Le Commissaire du Gouvernement fait spécialement rapport au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget du Gouvernement qui l'a nommé à propos de toute décision ou tout acte du Conseil d'administration ou du Collège scientifique qui risque d'avoir une incidence significative sur la mise en œuvre de la mission de service public de l'Ecole, sur le budget de la Région wallonne ou de la Communauté française, selon qu'il a été nommé par l'une ou par l'autre entité ou, le cas échéant, sur les obligations découlant du contrat de gestion.

Le Commissaire du Gouvernement fait, de même, spécialement rapport au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, membre du Gouvernement qui l'a nommé, à propos de toute décision ou tout acte du Conseil d'administration qui risque d'avoir une incidence significative sur le statut des agents de l'Ecole.

Une copie de ces rapports est également envoyée, par courrier simple, à l'autre Commissaire du Gouvernement.

Art. 44. Les Commissaires du Gouvernement communiquent au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, respectivement membres du Gouvernement qui les ont nommés :

1^o dans les deux jours ouvrables de sa réception, l'ordre du jour de chacune des réunions auxquelles leur présence est requise en vertu du présent accord de coopération, en attirant, le cas échéant, l'attention des Ministres sur les points essentiels;

2^o dans les cinq jours ouvrables qui suivent les réunions visées au 1^o, un rapport circonstancié comprenant, à tout le moins, toute observation utile relative aux points essentiels et aux décisions stratégiques adoptées ou envisagées lors desdites réunions.

Art. 45. Chaque Commissaire du Gouvernement communique, dans les meilleurs délais, au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, membres du Gouvernement qui l'a nommé, les informations relatives à leur mission que ces Ministres sollicitent, assorties le cas échéant de leurs commentaires.

Art. 46. Chaque Commissaire du Gouvernement communique au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, membres du Gouvernement qui l'a nommé, un rapport trimestriel sur la situation de la trésorerie de l'Ecole, ainsi qu'un rapport semestriel sur les évolutions marquantes de celle-ci.

Art. 47. Les Commissaires du Gouvernement rédigent à l'attention du Ministre-Président, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget des Gouvernements wallon et de la Communauté française, un avis écrit et circonstancié, dans l'hypothèse où :

1° le(s) réviseur(s) d'entreprise(s) désigné(s) en application de l'article 65 du présent accord de coopération informe (-nt) le Conseil d'administration qu'il(s) a (ont) constaté une situation susceptible de compromettre la continuité de l'Ecole;

2° il constate certains manquements commis par un administrateur au regard des obligations qui lui incombent en vertu des dispositions légales et réglementaires qui s'appliquent à lui.

Art. 48. Dans l'exercice de leurs missions, les Commissaires du Gouvernement disposent des pouvoirs les plus étendus. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous documents et de toutes les écritures de l'Ecole. Ils reçoivent, en temps utile, tous les documents ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour des organes dans lesquels ils sont appelés à siéger.

Les Commissaires du Gouvernement peuvent requérir de tous les administrateurs, agents ou préposés, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Art. 49. Les Commissaires du Gouvernement ne peuvent utiliser ou divulguer des informations dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leurs missions, si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'Ecole.

Art. 50. Les Commissaires du Gouvernement se tiennent au courant des évolutions législatives et réglementaires, générales et sectorielles, ayant trait à l'objet social de l'Ecole.

A cet égard, l'Ecole met sur pied ou finance, à l'intention des Commissaires du Gouvernement, des séances d'information ou des cycles de formation pour permettre aux Commissaires du Gouvernement d'assurer leur formation permanente.

Elle accorde au Commissaire du Gouvernement désigné par le Gouvernement wallon des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont le Gouvernement wallon arrête le montant.

Art. 51. Selon une procédure arrêtée conjointement par les Gouvernements, ceux-ci informent les Commissaires du Gouvernement des orientations d'opportunité relatives aux missions et à l'objet social de l'Ecole.

Section 2. — Le rapport annuel d'activités

Art. 52. L'Ecole établit un rapport annuel d'activités, consultable sur son site Internet et le transmet concomitamment au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'aux Parlements wallon et de la Communauté française au plus tard pour le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

CHAPITRE VIII. — *Gestion financière*

Section 1^{re}. — Les ressources

Art. 53. Les ressources de l'Ecole sont :

- 1° les dotations à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française;
- 2° les recettes propres liées aux services fournis par l'Ecole;
- 3° les dons et les legs en faveur de l'Ecole;
- 4° le produit de la mise en location ou de la concession du droit d'usage d'un élément du patrimoine de l'Ecole;
- 5° les récupérations de paiements indus effectués au cours d'un exercice antérieur;
- 6° les produits financiers des placements de fonds;
- 7° le patrimoine mobilier affecté par les parties à l'accord aux services repris par l'Ecole.

Art. 54. Les dotations générales des parties à l'accord sont réparties à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française selon une clé de répartition de respectivement 65 % et 35 %. Leurs montants visent à couvrir les charges découlant de l'exécution du contrat de gestion.

En outre, les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française décident conjointement :

- 1° des éventuelles dotations complémentaires à octroyer à l'Ecole;
- 2° des modalités de report de solde;
- 3° de l'affectation des recettes des missions de service public.

Section 2. — Le budget

Art. 55. Au plus tard pour le 30 septembre de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné, le Conseil d'administration établit le budget annuel sur proposition du Directeur général.

Il est soumis à l'approbation conjointe du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 56. Le budget annuel de l'Ecole est communiqué au Parlement wallon et au Parlement de la Communauté française en annexe aux justifications du budget général des dépenses de la Région wallonne et du budget général des dépenses de la Communauté française.

Les dépassements de crédits sont soumis à l'autorisation conjointe des Gouvernements signataires du présent accord de coopération.

Section 3. — Contrôle et exécution du budget

Art. 57. Les dépenses de l'Ecole sont liquidées et payées sans l'intervention préalable de la Cour des Comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité sur place et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

Section 4. — Comptabilité et reddition des comptes annuels

Art. 58. Les comptes annuels au 31 décembre de l'année considérée, sont établis par le Conseil d'administration sur proposition du Directeur général au plus tard le 15 avril de l'année qui suit.

Art. 59. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 60. Les comptes annuels comprennent :

- a) un relevé de la situation active et passive de l'Ecole;
- b) un compte d'exécution du budget;
- c) un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;
- d) un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

Ils sont joints au rapport annuel de l'Ecole et sont transmis pour approbation aux Gouvernements.

Ils sont soumis à la Cour des Comptes avant le 31 mai de l'année qui suit la gestion.

Art. 61. Il est tenu une comptabilité des engagements, selon les modalités arrêtées par les Gouvernements.

Art. 62. Le Conseil d'administration est compétent pour prendre toute décision relative à la perception des recettes et revenus.

Art. 63. Un comptable justiciable devant la Cour des Comptes et chargé de la garde des fonds et des valeurs de l'Ecole est désigné par le Conseil d'administration.

Art. 64. Un ou plusieurs réviseurs d'entreprises sont désignés par le Conseil d'administration en vue de contrôler les comptes de l'Ecole, de vérifier les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité. Le(s) réviseur(s) est (sont) désigné(s) parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, dans le respect des conditions fixées par le décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public. Leurs droits et obligations sont définis dans les normes légales et réglementaires fédérales.

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires et modificatives

Art. 65. Par dérogation à l'article 10, alinéa 1^{er}, la désignation des membres du premier Conseil d'administration intervient dans le mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Le premier Conseil d'administration établit le premier règlement d'ordre intérieur au plus tard dans les six mois de son entrée en fonction.

CHAPITRE X. — Dispositions abrogatoires

Art. 66. Est abrogé l'accord de coopération du 18 avril 2008 relatif à l'organisation commune de formations destinées aux mandataires de la Région wallonne et de la Communauté française.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 67. L'ETNIC est chargé d'assumer pour l'Ecole les missions de services publics telles que définies à l'article 3 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

Les autres dispositions du décret du 27 mars 2002 sont mutatis mutandis applicables aux missions de service public assurées à l'Ecole.

Le financement des moyens financiers nécessaires pour assurer les missions de services publics visées aux alinéas précédents est à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française dans les mêmes proportions que celle fixée à l'article 54 du présent accord.

Ce financement est intégré à la dotation annuelle de l'ETNIC.

La Région wallonne peut, en outre, accorder des dotations particulières à l'ETNIC.

Art. 68. Les arrêtés et décisions conjoints des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française visés au présent accord sont entendus comme l'adoption conjointe d'arrêtés ou de décisions au contenu identique.

Art. 69. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 70. Le présent accord de coopération entre en vigueur le premier jour du mois suivant le dernier assentiment au présent accord de coopération.

Les Gouvernements, chacun pour ce qui le concerne, fixent la date d'entrée en vigueur de l'article 3.

Les Gouvernements fixent conjointement la date d'entrée en vigueur de l'article 66.

Bruxelles, le 10 novembre 2011, en trois originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 397

[2012/200656]

26. JANUAR 2012 — Dekret zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region am 10. November 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region am 10. November 2011 abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung wird gebilligt.

Der Wortlaut des Zusammenarbeitsabkommens wird dem vorliegenden Dekret beigelegt.

Art. 2 - In Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der Wortlaut "Ecole d'administration publique de la Région wallonne et de la Communauté française" zwischen den Wortlaut "Société régionale du Port de Bruxelles" und den Wortlaut "C. Agence fédérale de contrôle nucléaire" eingefügt.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret tritt am 31. Januar 2012 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. Januar 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 516 (2011-2012). Nrn. 1 bis 3.

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 25. Januar 2012.

Abstimmung.

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung

Aufgrund der Artikel 1, 2, 33, 35, 38 und 39 sowie des Kapitels IV, Abschnitte I und II des Titels III der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 6bis, 9, 77, 87 und 92bis, § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. April 1958 bezüglich der Pensionen der Personalmitglieder gewisser gemeinnütziger Anstalten und ihrer anspruchsberechtigten Angehörigen, insbesondere des Artikels 1, Absatz 3, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 5. Juli 1990;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Oktober 1991 über das Pensionssystem für die Personalmitglieder bestimmter Einrichtungen oder Unternehmen der Französischen Gemeinschaft, insbesondere Artikel 2;

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 1985 bezüglich des auf das Personal der von der Wallonischen Region abhängigen gemeinnützigen Anstalten anzuwendenden Pensionssystems, insbesondere Artikel 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 1. Dezember 2006 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Oberster Rat für audiovisuelle Medien) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. März 2002 zur Errichtung des "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) (Öffentliches Unternehmen der Französischen Gemeinschaft für neue Informations- und Kommunikationstechnologien);

In der Erwägung, dass in den regional- und gemeinschaftspolitischen Erklärungen Folgendes steht: "Um einen kohärenten und verstärkten Ansatz zur Problematik der Ausbildung zu entwickeln, ist das Vorhandensein eines modernen und effizienten Instruments erforderlich. Zu diesem Zweck wird die Regierung eine Schule für öffentliche Verwaltung gründen, indem sie sich auf bereits bestehende Strukturen stützt; diese Schule wird innerhalb der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission eine wahre Kultur des Public Managements fördern und koordinieren. Sie würde für die Bediensteten des gemeinschaftlichen, regionalen und lokalen öffentlichen Dienstes zugänglich sein. Diese Schule wäre mit der Entwicklung, Planung, Einführung und dem Follow-up einer Ausbildungspolitik, einschließlich der Erstausbildung und der Weiterbildung der Bediensteten, beauftragt. Sie wird zudem die Management-Lehrgänge organisieren. In dieser Hinsicht wird die Schule für öffentliche Verwaltung Lehrgänge organisieren, die für die Bediensteten des gemeinschaftlichen und regionalen öffentlichen Dienstes sowie für Mandatsträger, und Bewerber für diese Ämter, bestimmt sind. Die Organe dieser Schule werden die Organisation eines wissenschaftlichen Ausschusses einschließen.";

In der Erwägung, dass es angesichts der in anderen Ländern, insbesondere Frankreich, bestehenden Lage nicht wünschenswert ist, eine Schule für öffentliche Verwaltung zu gründen, deren Aufgabe ausschließlich darin bestehen würde, eine Verwaltungselite auszubilden; dass die Aufgabe dieser Schule ganz oder teilweise darin bestehen soll, die Ausbildung des gesamten Personals, unabhängig von der Dienststufe, der anspruchsberechtigten Dienststellen zu gewährleisten, unbeschadet der aktuellen Aufgaben des "Conseil régional de la formation" (Regionalrat für Ausbildung);

In der Erwägung, dass die Beziehungen zwischen den Verwaltungen und der Schule für öffentliche Verwaltung auf einer ständigen gegenseitigen Zusammenarbeit und einem unerschütterlichen gegenseitigen Vertrauen beruhen und dass sie in einer gemeinsamen Auffassung des öffentlichen Dienstes, der auf Exzellenz zugunsten jedes Einzelnen abzielt, wurzeln; dass die Schule für öffentliche Verwaltung, die zur Verfügung der Verwaltungen im Rahmen der Durchführung ihrer hohen, von den Regierungen anvertrauten Aufgaben steht, auf die Anfragen und Bedürfnisse der Mandatsträger sehr reaktionsfähig sein muss; dass eine harmonische und partnerschaftliche Verteilung der Aufgaben im Bereich der Weiterbildung zwischen den Verwaltungen und der Schule demnach von selbst sprechen wird;

In der Erwägung, dass die Ausbildungspolitik im Rahmen einer verantwortungsvollen Führung eine strategische Priorität der Verwaltung bilden muss, die darauf abzielt, einerseits eine Ethik des allgemeinen Interesses zu schaffen, zu stärken oder aufrechtzuerhalten, und andererseits den Erwerb und die Erhaltung von Wissen und Können zwecks der Durchführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes zu ermöglichen, dies in einer Dynamik des Erwerbs und der Stärkung einer Sachkunde, die theoretisches Wissen, technisch-praktische Fertigkeiten und Fähigkeiten, die zur Schaffung eines Gutes oder Dienstes innerhalb eines gegebenen Rahmens nötig sind, vereinigt.

In der Erwägung, dass sich die Abhaltung von Lehrgängen, die an die Bedürfnisse der Bediensteten und Dienststellen angepasst sind, und auf die Leistung eines qualitativ hochwertigen Dienstes durch qualifiziertes Personal hinzielen, als unerlässlich erweist;

In der Erwägung, dass die Gründung einer Schule für öffentliche Verwaltung andererseits zur Objektivierung der Benennung der Spitzenbeamten innerhalb der Dienststellen der Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft sowie der von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses beitragen soll, und dass die Lehrgänge ihre Qualität fördern werden;

In der Erwägung außerdem, dass, obwohl die Behörden der Französischen Gemeinschaftskommission bis heute nicht den Wunsch geäußert haben, sich vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen anzuschließen, die Französische Gemeinschaftskommission jederzeit der Schule für öffentliche Verwaltung beitreten kann und dass dieses Abkommen zu diesem Zweck bereits abgeändert wird; dass die Schule für öffentliche Verwaltung jedoch schon ab sofort für die Personalmitglieder der Dienststellen des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission und der Einrichtungen öffentlichen Dienstes, die es erwünscht, zugänglich ist;

In der Erwägung ebenfalls, dass die lokalen Behörden im Hinblick auf das Wohlergehen ihrer Bürger die zahlreichen und komplizierten Angelegenheiten, die zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören, fachkundig bewältigen müssen;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung,

Haben Folgendes vereinbart:

KAPITEL I. — *Die Schule für öffentliche Verwaltung*

Artikel 1 - Es wird eine der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsame Schule für öffentliche Verwaltung, nachstehend abgekürzt "die Schule" genannt, gegründet.

Die Schule ist eine über die Rechtspersönlichkeit verfügende Einrichtung öffentlichen Interesses, die zu den Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses gehört. Außer wenn in vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen davon abgewichen wird, unterliegt die Schule den Bestimmungen des vorgenannten Gesetzes, die auf die Einrichtungen besagter Kategorie anwendbar sind.

Der Verwaltungssitz der Schule wird von den Regierungen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region im Einvernehmen festgelegt. Die Schule verteilt ihre Ausbildungsaktivitäten auf mehrere Standorte in der Wallonischen Region und in der Region Brüssel-Hauptstadt.

Vorliegendes Abkommen beeinträchtigt keinesfalls die in dem Königlichen Erlass vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, vorgesehenen Verfahren.

KAPITEL II. — *Aufgaben*

Art. 2 - Die Schule wird mit drei Hauptaufgaben beauftragt:

1. Die Grundausbildung, Laufbahnausbildung und ressortübergreifende Weiterbildung des Personals der Dienststellen der Regierungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses;
2. Die Ausbildung zwecks der Erhaltung des Zeugnisses für Public Management;
3. Die Weiterbildung der Bediensteten der lokalen Behörden für Managementfunktionen.

Die ressortübergreifende Weiterbildung gehört zu den Aufgaben der Schule; die spezifische Weiterbildung gehört zu den Aufgaben der jeweiligen Dienststellen der Regierungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Art. 3 - Die Schule entwickelt und bietet folgende Ausbildungen für die Personalmitglieder der Dienststellen und Einrichtungen öffentlichen Interesses:

- ressortübergreifende Weiterbildung;
- Grundausbildung, d.h. die Lehrgänge, die zum Probezeitprogramm gehören;
- Grundausbildung für die Vertragspersonalmitglieder;
- Laufbahnausbildung.

Die Lehrgänge der Schule sind für die Personalmitglieder der Dienststellen des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission und der von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses zugänglich, dies auf Anfrage des Kollegiums und nach Bestimmungen, die im Verwaltungsvertrag vorzusehen sind.

Die Lehrgänge der Schule sind für die Gewerkschaftsvertreter des Personals der Dienststellen der Regierungen und der Einrichtungen öffentlichen Interesses zugänglich, auch wenn sie nicht direkt mit ihrer Laufbahn als Personalmitglied verbunden sind, dies nach Bestimmungen, die im Verwaltungsvertrag vorzusehen sind.

Art. 4 - Die Schule entwickelt und bietet Ausbildungsgänge für die Kandidaten für Stellen, die der Mandatsregelung der Dienststellen der Regierungen und der Einrichtungen öffentlichen Interesses unterliegen. Das Programm dieser Ausbildung wird durch die Regierungen auf Vorschlag der Schule festgelegt.

Die Teilnahme an dieser Ausbildung und das erfolgreiche Ablegen der Prüfung, die sie abschließt, führen zur Erlangung des Zeugnisses für Public Management, das sowohl für die Wallonische Region als die Französische Gemeinschaft gilt. Dieses Zeugnis wird für den Erhalt eines Mandats erforderlich sein.

Die Inhaber dieses Zeugnisses werden in ein Pool von Kandidaten aufgenommen, und nur die Mitglieder dieses Pools dürfen sich um Stellen bewerben, die sowohl in der Wallonischen Region als in der Französischen Gemeinschaft durch ein Mandat zu besetzen sind.

Das Zeugnis wird nach dem erfolgreichen Abschluss einer Prüfung vor einem unabhängigen Ausschuss ausgestellt, der von dem Selor präsiert und zusammengestellt wird.

Art. 5 - § 1. Die Schule entwickelt und bietet ein Zeugnis für Public Management in lokalen Behörden, für die gesetzlichen Dienstgrade der lokalen Behörden.

§ 2. Unter Berücksichtigung des Bildungsangebots und der bestehenden und von der Wallonischen Region zugelassenen Strukturen entwickelt und bietet die Schule Weiterbildungsgänge, die für die Bediensteten der lokalen Behörden für Managementfunktionen bestimmt sind.

Unter Managementfunktion versteht man die gesetzlichen Dienstgrade sowie die Dienstleiter unabhängig von der Dienststufe, so wie im C-Ausschuss der Wallonischen Region verhandelt.

§ 3. Die Aufgaben des "Conseil régional de la formation" (Regionalrat für Ausbildung), insbesondere diejenigen, die im Dekret vom 6. Mai 1999 zur Errichtung eines "Conseil régional de la formation" (Regionalrat für Ausbildung) für die Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie genannt werden, werden durch vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen nicht beeinträchtigt.

Art. 6 - Die Dienststellen der Regierungen und die Einrichtungen öffentlichen Interesses können der Schule im Rahmen ihrer Aufgaben Aktivitäten im Bereich der Identifizierung von Ausbildungslehrgängen und/oder Beratung anvertrauen.

KAPITEL III. — *Die Ausbildungen*

Art. 7 - Unbeschadet der Verfahren, die in dem Königlichen Erlass vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, vorgesehen sind, entwickelt und bietet die Schule einen Ausbildungsplan, der den Bedürfnissen der gesamten Dienststellen der Regierungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses im Bereich der Ausbildung genügt.

Diese Bedürfnisse werden von den Dienststellen der Regierungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses, in ihrem jeweiligen Bereich, identifiziert.

Der Plan wird alle zwei Jahre ausgearbeitet, und von den Regierungen nach Gutachten des wissenschaftlichen Kollegiums und des "Conseil de la formation" gebilligt.

Art. 8 - Auf deren jeweiligen Antrag und gegen Zahlung bietet die Schule einer Dienststelle der Regierungen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses und den lokalen Behörden besondere Ausbildungsgänge.

KAPITEL IV. — *Der Verwaltungsvertrag*

Art. 9 - § 1. Die Schule erfüllt ihre Aufgaben gemäß dem Verwaltungsvertrag, der für einen Zeitraum von fünf Jahren zwischen der gemeinsam handelnden Wallonischen Regierung und Regierung der Französischen Gemeinschaft einerseits und dem Verwaltungsrat der Schule andererseits geschlossen wird.

§ 2. Im Verwaltungsvertrag der Schule werden angegeben :

- 1° die von der Schule ausgeübten Tätigkeiten zwecks der Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes;
- 2° die durch messbare, genaue und fristgebundene Kriterien bestimmten, zu erreichenden Ziele in Sachen Wirkung, Qualität, Effizienz und Effektivität, sowie die Bestimmung der Indikatoren in Verbindung mit der Umsetzung dieser Zielsetzungen, die den Leistungsanzeiger zusammenstellen, in dem für jeden dieser Indikatoren ein Bezugswert und der Fortschrittsgrad sowie die Entwicklung angegeben werden;
- 3° die zu treffenden Maßnahmen, um die Politik zu berücksichtigen, die von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft gemeinsam geführt wird;
- 4° die Regeln für die Zurverfügungstellung der Dotation und deren Anpassung;
- 5° die Pflicht, die mit der Durchführung der Aufgaben verbundenen Kosten, insbesondere die Investitionskosten und Betriebskosten zu differenzieren;

6° die Beschreibung der Verpflichtungen der Schule gegenüber den Benutzern der öffentlichen Dienste, insbesondere in Sachen Information;

7° die Verfahren zur Änderung und Erneuerung des Verwaltungsvertrags und die Regeln für die Schlichtung von Streitfällen.

§ 3. Vor der Erneuerung des Verwaltungsvertrags führen die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft gemeinsam und im Einvernehmen mit der Schule, auf Intervention ihres Verwaltungsrats, eine Bewertung der Funktionsweise und der Lage des öffentlichen Dienstes, mit dem die Schule beauftragt ist, durch.

Diese Bewertung enthält Aspekte in Zusammenhang mit dem wirtschaftlichen, edukativen, sozialen und umweltbezogenen Rahmen, in dem die Schule arbeitet, mit den Zukunftsperspektiven, der Zufriedenstellung der Benutzer, und ggf. eine Analyse der Auswirkungen des vorigen Verwaltungsvertrags.

Durch einen gemeinsamen Beschluss lassen die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft ebenfalls eine parallele Bewertung durch einen Dritten vornehmen.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft erlassen gemeinsam und unter Berücksichtigung der in den Absätzen 1 bis 3 durchgeführten Bewertungen eine Orientierungsnotiz zur Bestimmung der Grundlinien des Entwurfs des Verwaltungsvertrags.

Unter Beachtung der in Absatz 4 genannten Orientierungsnotiz erstellen die Parteien des Verwaltungsvertrags einen Entwurf des Verwaltungsvertrags. Dieser Entwurf wird dem wissenschaftlichen Kollegium und dem Ausbildungsrat, sowie dem Verwaltungsrat der Schule, der ihn gutheißt, zur Begutachtung unterbreitet.

Der Verwaltungsvertrag wird ebenfalls der gemeinsamen Zustimmung der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft unterbreitet.

Innerhalb des Monats nach seinem Abschluss nehmen die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft die Veröffentlichung des Verwaltungsvertrags im *Belgischen Staatsblatt* vor.

Nach dem Abschluss des Verwaltungsvertrags wird die Schule damit beauftragt, einen Ausführungsplan zu erstellen, in dem die Zielsetzungen und die mittelfristige Strategie sowie deren Auswirkungen auf den Haushalt festgelegt werden.

§ 4. Der Verwaltungsvertrag kann wesentlich abgeändert werden, unter Einhaltung des in § 3, Abs. 1 für seine Erneuerung vorgesehenen Verfahrens.

Alle geringen oder wesentlichen Abänderungen des Verwaltungsvertrags werden auch innerhalb des Monats nach ihrer Annahme im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 5. Wenn kein neuer Verwaltungsvertrag am Ablauf des vorigen Verwaltungsvertrags in Kraft tritt, wird der abgelaufene Verwaltungsvertrag von Rechts wegen bis zum Inkrafttreten eines neuen Verwaltungsvertrags nach dem in § 3 vorgesehenen Verfahren verlängert.

§ 6. Jegliche ausdrückliche Vertragsauflösungsklausel im Verwaltungsvertrag gilt als nichtig.

Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches ist auf den Verwaltungsvertrag nicht anwendbar. Die Partei, gegenüber der eine im Verwaltungsvertrag genannte Verpflichtung nicht erfüllt wird, kann nur die Erfüllung der Verpflichtung verfolgen und gegebenenfalls einen Schadenersatz verlangen, unbeschadet der Anwendung einer besonderen, im Verwaltungsvertrag vorgesehenen Strafmaßnahme.

§ 7. Der in § 2, Absatz 1, 2° genannte Leistungsanzeiger wird jedes Jahr der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft vorgelegt.

§ 8. Der Verwaltungsrat setzt einen jährlichen Bericht über die Durchführung des Verwaltungsvertrags auf. Dieser jährliche Bericht wird der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft übermittelt.

KAPITEL V. — Funktionsweise

Abschnitt 1. — Der Verwaltungsrat

Art. 10 - Die Schule wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus 15 Mitgliedern zusammensetzt, die von den Regierungen gemeinsam benannt werden. Unter diesen Mitgliedern befinden sich:

- der Generalsekretär der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft;
- der Generaldirektor des Personals der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft;
- ein unter den Mandatträgern der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Französischen Gemeinschaft bestimmtes Mitglied;
- der Generalsekretär der Dienststellen der Wallonischen Regierung;
- der Generaldirektor des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung;
- der mit der Aufsicht über die lokalen Behörden beauftragte Generaldirektor der Dienststellen der Wallonischen Regierung;
- ein unter den Mandatträgern der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Wallonischen Region bestimmtes Mitglied.

Diese Benennungen erfolgen für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren, der binnen fünf Monaten nach der Eidesleistung der Mitglieder der neuen Regierungen, unmittelbar anschließend an die Erneuerung des Wallonischen Parlaments und des Parlaments der Französischen Gemeinschaft, zu laufen anfängt, unter Beachtung, für die gesamten Verwaltungsratsmitglieder mit Ausnahme der Mitglieder von Rechts wegen, der Proportionalvertretung der im Parlament der Französischen Gemeinschaft anerkannten politischen Fraktionen durch Anwendung des Mechanismus nach den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches, ohne Berücksichtigung der besagten in Artikel 11 genannten politischen Fraktion(en).

Wenn eine dieser politischen Fraktionen in Anwendung der Bestimmungen von Absatz 2 über keinen öffentlichen Verwalter innerhalb des Verwaltungsrats verfügt, wird sie dort durch einen von den Regierungen auf Vorschlag dieser politischen Fraktion benannten Beobachter vertreten.

Art. 11 - Um als Mitglied des Verwaltungsrats benannt zu werden, müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:

1° das Alter von 70 Jahren nicht erreicht haben, außer wenn eine Abweichung vorliegt, die gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft gewährt wird;

2° gegen die Grundsätze der Demokratie, insbesondere im Sinne der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, der in Belgien geltenden ergänzenden Protokolle zu dieser Konvention, der Verfassung, des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während

des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords, des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung und des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Dezember 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung, keine offensichtliche Abneigung äußern, nicht durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss verurteilt worden sein, nicht Mitglied einer Einrichtung, Vereinigung, Partei oder politischen Fraktion sein, die eine offensichtliche Abneigung äußert oder durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss verurteilt worden ist.

Dieses Verbot tritt zehn Jahre nach dem vorgenannten gerichtlichen Beschluss außer Kraft, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Person oder Vereinigung öffentlich auf ihre Abneigung gegen die insbesondere in den oben genannten Bestimmungen ausgedrückten demokratischen Grundsätze verzichtet hat.

Dieses Verbot tritt ein Jahr nach dem vorgenannten gerichtlichen Beschluss außer Kraft, wenn die Person von der Einrichtung, Vereinigung, Partei oder politischen Fraktion, wegen und sofort nach der Verurteilung Letzterer wegen Nichtbeachtung der in den oben stehenden Bestimmungen ausgedrückten demokratischen Grundsätze, von dieser zurückgetreten ist.

Dieses Verbot tritt im Falle einer Nichtverurteilung außer Kraft, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Person, Einrichtung, Vereinigung, Partei oder politische Fraktion, der er angehört, öffentlich auf ihre Abneigung gegen die insbesondere in den oben stehenden Bestimmungen ausgedrückten demokratischen Grundsätze verzichtet hat.

3° sich nicht wegen der Ausübung einer Aktivität oder des Besitzes von Interessen in einer juristischen Person, die eine Aktivität ausübt, die mit der Schule ein Interessenkonflikt aufweist, in einer Situation des persönlichen oder funktionellen, direkten oder indirekten Interessenkonflikts befinden.

Art. 12 - § 1. Die Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrates ist ebenfalls mit folgenden Mandaten oder Ämtern unvereinbar:

1° Inhaber eines öffentlichen Mandats, das aufgrund einer Wahl verliehen worden ist;

2° Mitglied der Regierung des Föderalstaats, einer Gemeinschaft, Region, Gemeinschaftskommission oder der Europäischen Kommission;

3° Mitglied eines Kabinetts oder strategischen Zelle, einschließlich als Sachverständiger, eines Ministers oder Staatssekretärs der Regierung des Föderalstaats, einer Gemeinschaft, Region, Gemeinschaftskommission oder der Europäischen Kommission;

4° Bürgermeister, Provinzgouverneur oder Provinzabgeordneter;

5° Mitglied des Personals der Schule;

6° externer Berater, Sachverständiger, Konsultant oder regelmäßiger Submittent der Schule oder Mitglied ihres wissenschaftlichen Kollegiums.

§ 2. Wenn das Mitglied des Verwaltungsrats im Laufe seines Mandats es annimmt, ein in § 1 erwähntes Amt oder Mandat auszuüben, geht sein Mandat von Rechts wegen zu Ende. Dieses Mitglied wird dann von einer Person ersetzt, die den in Artikeln 11 und 12 § 1 festgelegten Bedingungen genügt, und nach den in Artikel 10 vorgesehenen Bestimmungen ernannt wird.

Art. 13 - Der Vorsitzende des Verwaltungsrats wird für einen erneuerbaren Zeitraum von 5 Jahren unter den Mitgliedern des Verwaltungsrats von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft gemeinsam benannt.

Art. 14 - § 1. Unbeschadet der Möglichkeit, zu jeder Zeit dem Mandat des Mitglieds des Verwaltungsrats ein Ende zu setzen, erlischt dieses Mandat:

1° bei Rücktritt;

2° wenn das Mitglied höchstens das 70. Lebensjahr vollendet hat, außer wenn eine Abweichung vorliegt, die gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft gewährt wird;

3° wenn es an den Versammlungen des Verwaltungsrats mehr als dreimal ungerechtfertigterweise nicht teilnimmt;

4° wenn es an mehr als der Hälfte der jährlichen Versammlungen nicht teilnimmt, außer im Falle einer Abweichung, die aus ärztlichen Gründen gemeinsam von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft gewährt wird;

5° wenn es einer in Artikel 11, Absatz 1, 2° genannten Einrichtung oder Vereinigung beitrifft;

6° bei Nichtbeachtung der Vertraulichkeit der Beratungen oder Dokumente, wenn eine solche Vertraulichkeit in Übereinstimmung mit den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, einschließlich derjenigen, die sich aus der inneren Dienstordnung ergeben, anerkannt wird;

7° im Falle eines dauernden direkten oder indirekten, persönlichen oder funktionellen Interessenkonflikts.

§ 2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft und die Wallonische Regierung können gegebenenfalls nach Begutachtung oder auf Vorschlag der Kommissare ein Mitglied des Verwaltungsrats entlassen, wenn sich herausstellt, dass Letzteres

1° wissentlich eine Handlung verübt hat, die mit der Aufgabe oder dem Gesellschaftszweck der Schule unvereinbar ist;

2° sich eines schwerwiegenden Fehlers oder einer groben Fahrlässigkeit bei der Ausübung seines Mandats schuldig gemacht hat.

Die Minister für den öffentlichen Dienst der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Regierung hören das Mitglied des Verwaltungsrats an, nachdem sie es vorgeladen haben, und erklären ihm, bevor sie ihren Beschluss fassen, die ihm angelasteten Handlungen, die zu den in Absatz 1 aufgelisteten Hypothesen gehören.

Während seiner Anhörung kann sich das Mitglied von der Person seiner Wahl beistehen lassen.

Art. 15 - Jedes Mitglied, das nicht mehr dem Verwaltungsrat angehört, wird in den folgenden vier Monaten ersetzt.

Art. 16 - Wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei:

1° der Vorsitzende des wissenschaftlichen Kollegiums;

2° die Regierungskommissare;

3° der Generaldirektor.

Art. 17 - Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses noch der Befugnisse, die spezifisch dem wissenschaftlichen Kollegium verliehen werden, verfügt der Verwaltungsrat über alle Befugnisse, die für die Verwaltung der Schule erforderlich sind.

Alle Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst.

Art. 18 - Der Verwaltungsrat bestimmt eine innere Dienstordnung, in der insbesondere Folgendes vorgesehen wird:

- 1° die Mindestanzahl der jährlichen Tagungen, die unter allen Umständen nicht weniger als 6 sein darf;
- 2° die Regeln für die Einberufung des Verwaltungsrats, wenn möglich per elektronische Post;
- 3° die Regeln betreffend die Aufnahme der Punkte in die Tagesordnung;
- 4° die Regeln, die bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden anwendbar sind;
- 5° die Regeln in Bezug auf das erforderliche Quorum für eine gültige Beschlussfassung des Verwaltungsrats sowie die Bestimmungen für die Abstimmung der Mitglieder;
- 6° die Verpflichtung, die bei jeder Tagung geführten Beratungen zu protokollieren;
- 7° die Art und Weise, wie die Dokumente den Mitgliedern des Verwaltungsrates übermittelt werden;
- 8° gegebenenfalls die Regeln, die im Rahmen der Ausarbeitung des Haushaltsplans der Schule zu beachten sind;
- 9° die Bedingungen und Umstände, unter denen die Beratungen oder Dokumente vertraulich sein können;
- 10° die Bestimmungen für die Einsichtnahme des Jahresberichts;
- 11° die berufsethischen Regeln einschließlich der Bestimmungen für Interessenkonflikte;
- 12° die Öffentlichkeit oder Nichtöffentlichkeit der Tagungen des Verwaltungsrats.

Art. 19 - Die Schule gewährt den Mitgliedern des Verwaltungsrats, die keine Personalmitglieder der Dienststellen der Regierungen oder Einrichtungen öffentlichen Interesses sind, Fahrkostenentschädigungen und Anwesenheitsgelder, deren Betrag von der Wallonischen Regierung und Regierung der Französischen Gemeinschaft gemeinsam bestimmt wird.

Abschnitt 2. — Das wissenschaftliche Kollegium

Art. 20 - Die Schule verfügt über ein vom Verwaltungsrat benanntes wissenschaftliches Kollegium mit 18 Mitgliedern:

- 3 Mitgliedern unter und auf Vorschlag von den Dienststellen der Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Französischen Gemeinschaft;
- 3 Mitgliedern unter und auf Vorschlag von den Dienststellen der Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Wallonischen Region, worunter eins von den mit der Aufsicht über die lokalen Behörden beauftragten Dienststellen der Wallonischen Regierung;
- 3 Mitgliedern auf Vorschlag der repräsentativen und am Sektorenausschuss XVI, am Sektorenausschuss XVII und am C-Ausschuss der Wallonischen Region teilnehmenden Gewerkschaftsorganisationen;
- 4 Mitgliedern auf Vorschlag von Organisationen von lokalen Behörden und gesetzlichen Dienstgraden;
- 5 Mitgliedern, die unter Universitäts- und Hochschulprofessoren oder Sachverständigen für die Bereiche Ausbildung oder Verwaltung gewählt werden.

Zudem werden ein Vertreter der Französischen Gemeinschaftskommission, ein Vertreter der regionalen Schule für öffentliche Verwaltung, ein Vertreter des föderalen Verwaltungsinstituts und ein Vertreter des "Conseil régional de la formation" zu den Versammlungen des wissenschaftlichen Kollegiums eingeladen.

Die Mitglieder des wissenschaftlichen Kollegiums werden für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren benannt.

Der Vorsitzende des wissenschaftlichen Kollegiums wird vom Verwaltungsrat unter den Universitäts- und Hochschulprofessoren oder Sachverständigen für die Bereiche Ausbildung oder Verwaltung für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren benannt.

Art. 21 - Das wissenschaftliche Kollegium trägt zur Qualität und Kohärenz der Beschlüsse mit pädagogischem Charakter der Schule bei.

Es schlägt dem Verwaltungsrat den Inhalt und die Organisation der Ausbildungs- und Lehrgänge sowie die Wahl der Ausbilder vor, unter Beachtung der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge. Für diese Vorschläge werden die vorausgehende Analyse der Ausbildungsbedürfnisse, die von den anspruchsberechtigten Dienststellen identifiziert werden, und die allgemeinen Zwecke und Zielsetzungen berücksichtigt.

Art. 22 - Das wissenschaftliche Kollegium gibt in jedem Bereich, der zu den pädagogischen Aktivitäten der Schule gehört, oder sie beeinflusst, Gutachten, Empfehlungen und Vorschläge ab.

Es gibt sein Gutachten über den Entwurf des Verwaltungsvertrags und über den Ausbildungsplan ab.

Art. 23 - Die Bestimmungen der Artikel 11, 12 und 14 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind auf die Mitglieder des wissenschaftlichen Kollegiums anwendbar.

Zudem ist die Eigenschaft als Mitglied des wissenschaftlichen Kollegiums mit der als Mitglied des Verwaltungsrats der Schule unvereinbar.

Art. 24 - Die Schule gewährt den Mitgliedern des wissenschaftlichen Kollegiums, die keine Personalmitglieder der Dienststellen der Regierungen oder Einrichtungen öffentlichen Interesses sind, Fahrkostenentschädigungen und Anwesenheitsgelder, deren Betrag von der Wallonischen Regierung und Regierung der Französischen Gemeinschaft gemeinsam bestimmt wird.

Abschnitt 3. — Der Ausbildungsrat

Art. 25 - Innerhalb der Schule wird ein Ausbildungsrat eingerichtet, der sich wie folgt zusammensetzt:

- 1° der Generaldirektor der Schule, der den Vorsitz führt, oder sein Vertreter;
- 2° der Vorsitzende des wissenschaftlichen Kollegiums;
- 3° die Mitglieder des Direktionsausschusses des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft und der leitende Beamte des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoher Rat für den audiovisuellen Bereich) und jeder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII angehören;
- 4° die Mitglieder des strategischen Ausschusses des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der leitende Beamte jeder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVI angehören;
- 5° zwei Mitglieder, die von jeder der beim Sektorenausschuss XVII repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen bezeichnet werden;
- 6° zwei Mitglieder, die von jeder der beim Sektorenausschuss XVI repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen bezeichnet werden;

7 zwei Mitglieder, die von jeder der beim C-Ausschuss der Wallonischen Region repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen bestimmt werden;

9° ein Mitglied des "Conseil régional de la formation" der Wallonischen Region.

Art. 26 - Der Ausbildungsrat wird von seinem Vorsitzenden einberufen, der die Tagesordnung festlegt.

Unbeschadet der Verfahren, die in dem Königlichen Erlass vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, vorgesehen sind, gibt der Ausbildungsrat sein Gutachten über den Ausbildungsplan, den Tätigkeitsbericht der Schule und den Entwurf des Verwaltungsvertrags ab. Er kann Gutachten in Zusammenhang mit den Aufgaben der Schule aus eigener Initiative abgeben.

Abschnitt 4. — Tägliche Verwaltung

Art. 27 - Die tägliche Verwaltung der Schule wird von einem Generaldirektor gewährleistet.

Der Generaldirektor wird von der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Regierung für ein Mandat gemeinsam benannt, in Anwendung der durch das Buch II, Titel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes eingeführten Regelung.

Zwecks der Anwendung dieser Regelung auf den Generaldirektor versteht man unter "Regierung" die gemeinsam handelnden Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft.

Art. 28 - Der Generaldirektor führt die Beschlüsse des Verwaltungsrats durch, und erstattet ihm über diese Durchführung quartalsweise Bericht.

Der Generaldirektor sorgt für die tägliche Verwaltung für alle Aufgaben, die der Schule anvertraut werden. Hierzu kann er alle Erhaltungsmaßnahmen, alle Handlungen zur Durchführung der vom Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse, sowie alle Handlungen, die unter Berücksichtigung ihrer Bedeutung oder ihrer Konsequenzen für die Schule keinen außerordentlichen Charakter aufweisen, keine Änderung der Verwaltungspolitik darstellen, und die Erledigung der laufenden Angelegenheiten der Schule bilden, vornehmen. Er übernimmt jede andere Aufgabe, die ihm vom Verwaltungsrat anvertraut wird.

Der Generaldirektor verwaltet die Haushaltsmittel der Schule.

Der Verwaltungsrat kann ihm die Eigenschaft des Auszahlungsbevollmächtigten übertragen. In dieser Eigenschaft kann er jede auf den Haushaltsplan der Schule anrechenbare Ausgabe eingehen, genehmigen und anweisen.

Der Generaldirektor ist verpflichtet, den Vorsitzenden des Verwaltungsrats, der aus eigener Initiative oder auf Antrag des Verwaltungsrats handelt, über die Handlungen zu informieren, die im Rahmen der täglichen Verwaltung durchgeführt werden, und ihm alle diesbezüglichen Erklärungen mitzuteilen.

Der Generaldirektor vertritt die Schule in allen ihren Gerichtsverfahren als Klägerin oder als Beklagte.

Er ist befugt, einem oder mehreren Bediensteten einen Teil der Befugnisse zu übertragen, die ihm durch das oder kraft des vorliegenden Artikels zugeteilt werden, innerhalb Grenzen und unter Bedingungen, die er festlegt; dies betrifft ebenfalls seine Befugnis, die Schule vor ordentlichen und Verwaltungsgerichten zu vertreten.

Der Verwaltungsrat bestimmt die Regeln betreffend die Übertragung von Befugnissen und die Übertragung der Zeichnungsbefugnis auf den Generaldirektor.

Art. 29 - Unbeschadet von im Statut des Personals angegebenen zusätzlichen Bestimmungen sind zumindest die in Artikel 12, § 1, 1 bis 4, und 6 genannten Unvereinbarkeiten auf den Generaldirektor anwendbar.

KAPITEL VI. — Personal

Art. 30 - Die Bestimmungen, die das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region darstellen, sind auf das Personal der Schule anwendbar, unter Vorbehalt der notwendigen Anpassungen, die von den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsam vorgenommen werden.

Art. 31 - Die Schule unterliegt dem kraft des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, eingerichteten Sektorenausschuss XVI.

Art. 32 - Der Stellenplan der Schule wird von den Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsam festgelegt.

Art. 33 - § 1. Das der Direktion der Ausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Schule für öffentliche Verwaltung des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft zugeteilte oder zur Verfügung gestellte Personalmitglied kann der Schule übertragen werden.

Zu diesem Zweck antwortet das Personalmitglied auf den von der Schule erlassenen Bewerberaufruf.

Das Personalmitglied, das nicht binnen 15 Kalendertagen auf diesen Aufruf eingegangen ist, wird in seiner ursprünglichen Verwaltung erhalten.

Wenn bestimmte Stellen am Ende des Verfahrens noch immer nicht besetzt sind, kann die Schule einen Bewerberaufruf an alle Personalmitglieder der Dienststellen der Regierungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region richten.

Die Schule wählt die Bewerber aus, indem sie die Studiennachweise und Verdienste unter Berücksichtigung des Funktionsprofils vergleicht.

Mindestens 30 Tage vor dem ersten in Absatz 2 angeführten Bewerberaufruf:

- bestimmen die Regierungen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region den Verwaltungssitz der Schule gemäß Artikel 1;

- Genehmigt der Verwaltungsrat den Organisationsplan der Dienststellen der Schule.

Jede Regierung legt die Liste der Personalmitglieder ihrer Dienststellen fest, die der Schule übertragen werden, und sorgt dafür, dass sie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

§ 2. Die übertragenen Personalmitglieder behalten ihre Eigenschaft, ihren Dienstgrad, ihr administratives Dienstalter und ihr Besoldungsdienstalter. Unbeschadet der Bestimmungen der Absätzen 3 und 4 behalten sie ebenfalls die Zulagen, Entschädigungen oder Prämien und die sonstigen Vorteile, auf die sie in ihrer Ursprungsdienststelle Anspruch hatten, dies gemäß der auf sie anwendbaren Regelungen und ab dem Datum, an dem der Anspruch als erwiesen galt.

Sie behalten die mit einer Funktion verbundenen Vorteile nur insofern die Bedingungen ihrer Gewährung in der Schule weiter bestehen.

Wenn ein Personalmitglied in seiner ursprünglichen Dienststelle mit der Ausübung einer höheren Funktion beauftragt ist, wird für seine Übertragung nur sein statutarischer Dienstgrad berücksichtigt. Wenn es, ab seiner Übertragung und ohne Unterbrechung, innerhalb der Schule erneut mit derselben höheren Funktion beauftragt wird als derjenigen, die es in seiner Ursprungsdienststelle ausübte, gilt, dass es die höhere Funktion weiter ausübt.

Wenn ein von den in § 1 genannten Dienststellen übertragenes Personalmitglied ein Mandatsträger in seiner Ursprungsdienststelle ist, behält es diese Eigenschaft in der Schule. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Paragrafen sind die Bestimmungen des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung betreffend die Mandatsregelung auf ihn anwendbar.

Die übertragenen Personalmitglieder behalten ihre letzte Bewertung.

Diese Bewertung bleibt gültig bis eine neue Bewertung stattgefunden hat.

Die Bediensteten, die vor ihrer Übertragung eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Ausstieg in die höhere Stufe in ihrer Ursprungsdienststelle oder erfolgreich abgelegt haben, behalten in der Schule die Ansprüche auf Beförderung, die sie dadurch erlangt haben.

Für die Einstufung der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer gilt, dass sie diese Selektion oder Prüfung in der Schule abgelegt haben.

Wenn eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Ausstieg in die höhere Stufe, an der das Personalmitglied teilnehmen kann, in der Dienststelle, der es am Datum der Übertragung gehörte, angekündigt wurde, behält dieses Personalmitglied das Recht, daran teilzunehmen, auch wenn es während des Ablaufs dieser Prüfung übertragen wird.

Das Personalmitglied behält den Anspruch auf alle Zeugnisse, die es während seiner Laufbahn erlangt hat. Gegebenenfalls werden die Regierungen einen Erlass zur Festlegung der Gleichwertigkeit verabschieden.

Art. 34 - Unbeschadet der bestehenden Verordnungsbestimmungen werden vakante Stellen den Bediensteten der Dienststellen der Regierungen über die jeweiligen Webseiten zur Kenntnis gebracht.

Art. 35 - Die Schule wird erlaubt, sich an dem durch das Gesetz vom 28. April 1958 bezüglich der Pensionen der Personalmitglieder gewisser gemeinnütziger Anstalten und ihrer anspruchsberechtigten Angehörigen eingerichteten Pensionssystem zu beteiligen.

KAPITEL VII. — Kontrolle

Abschnitt 1. — Die Regierungskommissare

Art. 36 - Die Schule ist ein Organ, das der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft unterliegt, die durch zwei Kommissare ausgeübt wird; der eine wird durch die Wallonische Regierung und der andere durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft unter den ständigen Kommissaren des interministeriellen Korps der Kommissare der Französischen Gemeinschaft benannt.

Die Bestimmungen über die ständigen Kommissare des interministeriellen Korps der Kommissare der Französischen Gemeinschaft sind anwendbar solange in vorliegender Vereinbarung nicht davon abgewichen wird.

Art. 37 - § 1. Vor der Benennung der Regierungskommissare prüfen die Regierungen,

1° ob der Kandidat genügend verfügbar ist, um sein Mandat auszuüben;

2° durch die Vorlage eines Lebenslaufs, ob der Kandidat über die notwendigen beruflichen Kompetenzen und die nützliche Erfahrung verfügt, insbesondere in den Tätigkeitsbereichen des Organs;

3° durch die Vorlage eines Leumundszeugnisses, oder mangels dessen durch eine ehrenwörtliche Erklärung, dass der Kandidat keine strafrechtliche Verurteilung verwirkt hat, die mit der Ausübung des Amts als Regierungskommissar unvereinbar ist;

4° durch eine schriftliche ehrenwörtliche Erklärung des Kandidaten, dass er sich nicht in einer der in Artikel 39 genannten Lagen befindet;

5° dass es seitens des Kandidaten wegen der Ausübung einer Aktivität oder des Besitzes von Interessen in einer juristischen Person, die eine Aktivität ausübt, die mit der des Organs im Wettbewerb steht, keinen persönlichen oder funktionellen, direkten oder indirekten Interessenkonflikt gibt.

§ 2. Bei Rücktritt, Absterben oder Abberufung des Kommissars der Regierung oder im Falle, wo dieser eine Funktion ausübt, die mit seinem Amt als Kommissar unvereinbar ist, wird Letzterer so bald wie möglich nach dem in § 1 vorgesehenen Verfahren ersetzt.

Art. 38 - Die Regierungen dürfen als Regierungskommissar keine in Artikel 11, 2° genannte Person benennen.

Wenn die Regierungen die Kandidatur einer Person aufgrund des vorhergehenden Absatzes ablehnen, begründen sie ausdrücklich ihren Beschluss.

Art. 39 - § 1. Unbeschadet anderer, durch oder aufgrund eines Gesetzes, Dekrets oder Erlasses vorgesehenen Begrenzungen sind die Aufgaben des Regierungskommissars mit den nachstehenden Mandaten oder Ämtern unvereinbar:

1° Mitglied der Föderalregierung, der Regierung einer Region oder einer Gemeinschaft;

2° Mitglied des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder des Parlaments einer Region oder einer Gemeinschaft;

3° Gouverneur oder Provinzabgeordneter;

4° Mitglied des Personals der Schule oder ihres Verwaltungsrats, oder einer ihrer Filialen oder des Verwaltungsorgans einer ihrer Filialen;

5° externer Berater oder regelmäßiger Konsultant des Organs;

6° Bürgermeister, Schöffe, Vorsitzender eines Sozialhilferats oder einer Interkommunalen.

§ 2. Wenn der Regierungskommissar im Laufe seines Mandats es annimmt, ein in § 1 erwähntes Amt oder Mandat auszuüben, geht sein Mandat von Rechts wegen zu Ende. Er wird durch einen gemäß Artikel 37 ernannten Regierungskommissar ersetzt.

Art. 40 - Unbeschadet der Möglichkeit, zu jeder Zeit dem Auftrag des Kommissars ein Ende zu setzen, kann die Wallonische Regierung, nachdem der Regierungskommissar durch den Minister für den öffentlichen Dienst angehört worden ist, diesen in folgenden Fällen abberufen:

1° wenn er wissentlich eine Handlung verübt hat, die mit der Aufgabe oder dem Gesellschaftszweck des Organs unvereinbar ist;

2° wenn er sich eines schwerwiegenden Fehlers oder einer groben Fahrlässigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben schuldig gemacht hat;

3° wenn er im Laufe desselben Jahres bei mehr als drei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen, bei denen seine Anwesenheit aufgrund des Dekrets oder des Erlasses zur Schaffung des Organs erforderlich ist, ohne Rechtfertigung abwesend gewesen ist;

4° wenn er die in Artikel 37, § 1 vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Bei seiner Anhörung kann sich der Regierungskommissar von der Person seiner Wahl beistehen lassen.

Art. 41 - § 1. Der Regierungskommissar wird mit der Kontrolle der Schule hinsichtlich der Gesetzmäßigkeit und des allgemeinen Interesses beauftragt.

§ 2. Innerhalb von vier vollen Tagen erhebt der Regierungskommissar bei der Regierung, die ihn ernannt hat, einen Einspruch gegen jeden Beschluss, der seiner Ansicht nach gegen die Gesetze, die Dekrete, die Erlasse, den Verwaltungsvertrag und das allgemeine Interesses verstößt.

Dieser Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Er wird am selben Tag der Regierung zugestellt, die nicht mit dem Einspruch befasst worden ist.

Diese Frist von vier Tagen läuft ab dem Tag der Versammlung, während welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Kommissar vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, und, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er von diesem Beschluss informiert worden ist.

Wenn der Regierungskommissar den in Absatz 1 genannten Einspruch erhebt, verfügt die Regierung, die mit dem Einspruch befasst worden ist, über eine Frist von dreißig vollen Tagen ab demselben Tag wie derjenige, der im vorigen Absatz genannt wird, um auf gleich lautende Stellungnahme der anderen Regierung den Beschluss der Schule für nichtig zu erklären. Nach Ablauf dieser Frist ist der Beschluss der Schule endgültig. Durch einen Beschluss der Regierung, die den Regierungskommissar ernannt hat, kann die Frist von dreißig Tagen um eine neue Frist von zehn Tagen verlängert werden.

Der Beschluss zur Verlängerung oder Nichtigerklärung wird der Schule per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung mitgeteilt. Per einfache Post wird eine Kopie ebenfalls dem anderen Regierungskommissar zugesandt.

Art. 42 - Der Regierungskommissar kann in die Tagesordnung der Organe, an deren Sitzungen er teilnehmen muss, alle Punkte aufnehmen lassen, die er im Rahmen der Erfüllung seines Auftrags als nützlich betrachtet, insbesondere diejenigen in Verbindung mit:

1° der Einhaltung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens oder der Erlasse in Verbindung mit der Schule oder ihren Aufgaben;

2° gegebenenfalls der Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus dem Verwaltungsvertrag ergeben.

Art. 43 - Der Regierungskommissar erstattet insbesondere dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Haushaltsminister der Regierung, die ihn ernannt hat, Bericht über jeden Beschluss oder jede Handlung des Verwaltungsrates oder des wissenschaftlichen Kollegiums, der bzw. die eine bedeutende Auswirkung auf die Erfüllung der Aufgabe öffentlichen Dienstes der Schule, den Haushalt der Wallonischen Region oder der Französischen Gemeinschaft, je nachdem er von der einen oder anderen Körperschaft ernannt worden ist, oder gegebenenfalls auf die Verpflichtungen, die sich aus dem Verwaltungsvertrag ergeben, haben könnte.

Der Regierungskommissar erstattet ebenfalls insbesondere dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, der Mitglied der Regierung ist, die ihn ernannt hat, Bericht über jeden Beschluss oder jede Handlung des Verwaltungsrates, der bzw. die eine bedeutende Auswirkung auf das Statut der Bediensteten der Schule haben könnte.

Per einfache Post wird eine Kopie dieser Berichte ebenfalls dem anderen Regierungskommissar zugesandt.

Art. 44 - Die Regierungskommissare übermitteln folgende Dokumente dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Haushaltsminister, die Mitglieder der jeweiligen Regierung sind, die sie ernannt hat:

1° binnen zwei Werktagen nach dessen Empfang, die Tagesordnung jeder der Sitzungen, an denen sie kraft des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens teilnehmen müssen, wobei die Minister gegebenenfalls auf die wichtigsten Punkte aufmerksam gemacht werden;

2° binnen fünf Werktagen nach den unter Pos. 1° erwähnten Sitzungen, einen ausführlichen Bericht, der zumindest alle nützlichen Bemerkungen über die wichtigsten Punkte und die strategischen Beschlüsse, die während dieser Sitzungen verabschiedet oder berücksichtigt wurden, umfasst.

Art. 45 - Jeder Regierungskommissar teilt so schnell wie möglich dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Haushaltsminister, die Mitglieder der jeweiligen Regierung sind, die ihn ernannt hat, die Informationen über seine Aufgabe mit, die von diesen Ministern verlangt werden, ggf. mit ihren Kommentaren.

Art. 46 - Die Regierungskommissare übermitteln dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Haushaltsminister, die Mitglieder der jeweiligen Regierung sind, die ihn ernannt hat, einen vierjährigen Bericht über die Liquiditätslage der Schule sowie einen halbjährlichen Bericht über ihre bedeutenden Entwicklungen.

Art. 47 - Die Regierungskommissare verfassen eine schriftliche und ausführliche, für den Minister-Präsidenten, den Minister für den öffentlichen Dienst und den Haushaltsminister der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft bestimmte Meldung, falls:

1° der oder die in Anwendung von Artikel 65 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens bestimmten Betriebsrevisoren den Verwaltungsrat informieren, dass sie eine Lage festgestellt haben, die die Kontinuität der Schule beeinträchtigen könnte;

2° er oder sie bestimmte Mängel seitens eines Verwaltungsratsmitgliedes in Bezug auf seine Verpflichtungen kraft der auf ihn anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen feststellen.

Art. 48 - Bei der Ausübung ihrer Aufgaben verfügen die Regierungskommissare über die weitgehendsten Befugnisse. Sie können zu jeder Zeit die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und Geschäftsbücher der Schule an Ort und Stelle einsehen. Sie erhalten rechtzeitig alle Dokumente, die in die Tagesordnung der Organe aufgenommen werden, an deren Sitzungen sie teilnehmen müssen.

Die Regierungskommissare können alle Erklärungen oder Auskünfte von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die sie für die Ausübung ihrer Aufgaben für notwendig halten.

Art. 49 - Die Regierungskommissare dürfen Informationen, von denen sie im Rahmen ihrer Aufgaben Kenntnis gehabt haben, nicht benutzen oder verlautbaren, wenn die Benutzung oder Verlautbarung dieser Informationen den Interessen der Schule schaden kann.

Art. 50 - Die Regierungskommissare haben sich fortlaufend über die Entwicklung der allgemeinen und sektoriellen Gesetzgebung und Verordnungen in Bezug auf den Gesellschaftszweck der Schule zu unterrichten.

Zu diesem Zweck organisiert oder finanziert die Schule für die Regierungskommissare bestimmte Informationssitzungen oder Ausbildungszyklen, um es ihnen zu ermöglichen, sich weiterzubilden.

Sie gewährt dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Regierungskommissar Fahrkostenentschädigungen und Anwesenheitsgelder, deren Betrag von der Wallonischen Regierung bestimmt wird.

Art. 51 - Nach einem von den Regierungen gemeinsam beschlossenen Verfahren informieren Letztere die Regierungskommissare über Gelegenheitsorientierungen in Bezug auf die Aufgaben und den Gesellschaftszweck der Schule.

Abschnitt 2. — Der jährliche Tätigkeitsbericht

Art. 52 - Die Schule erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht, der auf ihrer Webseite eingesehen werden kann, und übermittelt ihn gleichzeitig spätestens zum 15. April des Jahres nach demjenigen, auf welches er sich bezieht, der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft sowie dem Wallonischen Parlament und dem Parlament der Französischen Gemeinschaft.

KAPITEL VIII. — Finanzverwaltung

Abschnitt 1. — Die Einnahmen

Art. 53 - Die Einnahmen der Schule sind:

- 1° die Dotationen zu Lasten der Haushaltspläne der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft;
- 2° die Eigeneinnahmen in Verbindung mit den von der Schule geleisteten Dienste;
- 3° die Schenkungen und Legate zugunsten der Schule;
- 4° der Ertrag aus der Vermietung oder Konzession des Nutzungsrechts eines zum Vermögen der Schule gehörenden Elements;
- 5° die Rückforderung von nicht geschuldeten Zahlungen, die im Laufe eines früheren Geschäftsjahres vorgenommen worden waren;
- 6° die Finanzerträge aus Geldanlagen;
- 7° das bewegliche Vermögen, das die Vertragsparteien den von der Schule übernommenen Diensten widmen.

Art. 54 - Die allgemeinen Dotationen der Vertragsparteien werden zu Lasten der Haushaltspläne der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft nach einem Schlüssel von 65% bzw. 35% verteilt. Deren Beträge dienen zur Deckung der Lasten, die sich aus der Durchführung des Verwaltungsvertrags ergeben.

Zudem entscheiden die Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsam über:

- 1° eventuelle zusätzliche Dotationen, die der Schule zu gewähren sind;
- 2° die Bestimmungen für die Übertragung des Saldos;
- 3° den Verwendungszweck der Einnahmen aus den Aufgaben öffentlichen Dienstes.

Abschnitt 2. — Der Haushaltsplan

Art. 55 - Spätestens zum 30. September des Jahres vor dem betreffenden Haushaltsjahr legt der Verwaltungsrat den jährlichen Haushaltsplan auf Vorschlag des Generaldirektors fest.

Dieser wird der gemeinsamen Zustimmung der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft unterbreitet.

Art. 56 - Der jährliche Haushaltsplan der Schule wird dem Wallonischen Parlament und dem Parlament der Französischen Gemeinschaft in der Anlage zu den Rechtfertigungen des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Französischen Gemeinschaft mitgeteilt.

Überschreitungen von Haushaltsmitteln werden der gemeinsamen Zustimmung der Regierungen unterbreitet, die das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen unterzeichnet haben.

Abschnitt 3. — Kontrolle und Durchführung des Haushaltsplans

Art. 57 - Die Ausgaben der Schule werden ohne vorheriges Eingreifen des Rechnungshofs berechnet und ausgezahlt. Der Hof kann die Buchführung vor Ort prüfen und sich zu jeder Zeit alle Belege, Aufstellungen, Auskünfte und Erklärungen bezüglich der Einnahmen, Ausgaben, sowie Guthaben und Schulden übergeben lassen.

Abschnitt 4. — Buchführung und Rechnungslegung

Art. 58 - Der Jahresabschluss, der die Bilanz am 31. Dezember des jeweiligen Jahres angibt, wird vom Verwaltungsrat auf Vorschlag des Generaldirektors spätestens am 15. April des folgenden Jahres festgelegt.

Art. 59 - Die Belege werden vor Ort aufbewahrt.

Art. 60 - Der Jahresabschluss umfasst:

- a) eine Aufstellung der aktiven und passiven Lage der Schule;
- b) eine Rechnungsaufstellung über die Ausführung des Haushaltsplans;
- c) eine Rechnung der Vermögensschwankungen, dem ein Vermögensverzeichnis beigefügt wird;

d) eine Kassenrechnung, in dem die Übereinstimmung zwischen dem Haushaltsergebnis und dem Kassenergebnis festgelegt wird.

Diese Dokumente werden dem Jahresbericht der Schule beigelegt und den Regierungen zur Zustimmung übermittelt.

Sie werden dem Rechnungshof vor dem 31. Mai des Jahres nach dem betreffenden Geschäftsjahr unterbreitet.

Art. 61 - Es wird nach von den Regierungen festgelegten Bestimmungen eine Buchführung der Verpflichtungen geführt.

Art. 62 - Der Verwaltungsrat ist befugt, jeden Beschluss bezüglich der Vereinnahmung der Einnahmen und Einkünfte zu fassen.

Art. 63 - Der Verwaltungsrat benennt einen gegenüber dem Rechnungshof verantwortlichen Rechnungsführer, der mit der Verwahrung der Gelder und Werte der Schule beauftragt wird.

Art. 64 - Ein oder mehrere Betriebsrevisoren werden vom Verwaltungsrat bestimmt, um die Konten der Schule zu kontrollieren, die Geschäftsbücher zu prüfen und deren Genauigkeit und Richtigkeit zu bescheinigen. Der oder die Revisoren werden unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gemäß den Bestimmungen des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses benannt. Ihre Rechte und Pflichten werden in den föderalen Gesetzes- und Verordnungsnormen bestimmt.

KAPITEL IX. — *Übergangs- und Abänderungsbestimmungen*

Art. 65 - In Abweichung von Artikel 10, Absatz 1 findet die Benennung der Mitglieder des ersten Verwaltungsrats innerhalb des Monats nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens statt.

Der erste Verwaltungsrat stellt die erste Geschäftsordnung spätestens innerhalb von sechs Monaten nach seinem Amtsantritt auf.

KAPITEL X. — *Aufhebungsbestimmungen*

Art. 66 - Das Zusammenarbeitsabkommen vom 18. April 2008 über die gemeinsame Organisation von Ausbildungen für die Mandatsträger der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft wird außer Kraft gesetzt.

KAPITEL XI. — *Schlussbestimmungen*

Art. 67 - Das "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) (Öffentliches Unternehmen der Französischen Gemeinschaft für neue Informations- und Kommunikationstechnologien) wird damit beauftragt, die Aufgaben öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 27. März 2002 zur Errichtung des "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) für die Schule auszuüben.

Die sonstigen Bestimmungen des Dekrets vom 27. März 2002 sind mutatis mutandis auf die von der Schule ausgeübten Aufgaben öffentlichen Dienstes anwendbar.

Die Finanzierung der Finanzmittel, die notwendig sind, um die in den vorigen Absätzen genannten Aufgaben öffentlichen Dienstes zu erfüllen, geht zu Lasten der Haushaltspläne der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in denselben Verhältnissen als unter Artikel 54 vorliegenden Abkommens angegeben.

Diese Finanzierung wird in die Jahresdotation des ETNIC eingefügt.

Die Wallonische Region kann dem ETNIC zudem Sonderdotationen gewähren.

Art. 68 - Die im vorliegenden Abkommen genannten gemeinsamen Erlasse und Beschlüsse der Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gelten als gemeinsame Verabschiedung von Erlassen oder Beschlüssen mit einem identischen Inhalt.

Art. 69 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Art. 70 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am ersten Tag des Monats nach der letzten Zustimmung zu vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen in Kraft.

Die Regierungen bestimmen, jede in ihrem Bereich, das Datum des Inkrafttretens von Artikel 3.

Die Regierungen bestimmen gemeinsam das Datum des Inkrafttretens von Artikel 66.

Brüssel am 10. November 2011, in drei Originalfassungen

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 397

[2012/200656]

26 JANUARI 2012. — Decreet tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke « Ecole d'administration publique » (Bestuursschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Goedkeuring wordt verleend aan het samenwerkingsovereenkomst gesloten te Brussel op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'administration publique" (Bestuursschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

De tekst van de overeenkomst wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 worden de woorden "Ecole d'administration publique de la Région wallonne et de la Communauté Française" ingevoegd tussen de woorden "Centrale Dienst voor Sociale en Culturele actie [van het Ministerie van Landsverdediging]" en de woorden "Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg".

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 31 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 januari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 516 (2011-2012). Nrs. 1 à 3.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare zitting van 25 januari 2012.

Stemming.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'administration publique" (Bestuursschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 35, 38 en 39, evenals op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet;
Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari van 1989 tot financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot voltooiing van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6bis, 9, 77, 87 en 92bis, § 1;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige Overheidsinstellingen;

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, lid 3, vervangen door het koninklijk besluit van 5 juli 1990;

Gelet op het decreet van 15 oktober 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van sommige instellingen of ondernemingen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 27 maart 1985 inzake de pensioenregeling toepasselijk op het personeel van de organismen van openbaar nut behorend tot het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Overwegende dat er in de beleidsverklaringen van Gemeenschap en Gewest het volgende te lezen staat : « Met het oog op een coherente en strakkere benadering van de opleidingen, is het van belang over een modern en performant instrument te beschikken. Daarom richt de Regering een bestuurschool op, waarbij de bestaande structuren aangewend zullen worden voor de coördinatie van en de aanzet tot een ware cultuur inzake overheidsmanagement. De bestuurschool zou openstaan voor de leden van het overheidspersoneel van de Gemeenschap, het Gewest en de lokale besturen. De « Ecole d'Administration » (Bestuurschool) zou als taken krijgen het uitdenken, plannen, uitvoeren en opvolgen van een opleidingsbeleid dat zowel de aanvankelijke en de voortgezette opleiding van de personeelsleden omvat. Overigens zal de school ook voorzien in de managementopleidingen. Met dit doel voor ogen zal de « Ecole d'Administration publique » (Bestuurschool) de personeelsleden van de Gemeenschap, het Gewest en de lokale besturen opleiden; daarnaast zal zij ook in opleidingen voorzien voor kandidaat-mandatarissen. In de organen van de school wordt de oprichting van een wetenschappelijk comité opgenomen. »;

Overwegende dat het, gelet op de bestaande toestand in andere landen en meer bepaald in Frankrijk, niet wenselijk is een "Ecole d'administration publique" (Bestuurschool) op te richten wier enige opdracht erin zou bestaan een zekere ambtenarenelite op te leiden en dat de School wel integendeel haar opdrachten geheel of gedeeltelijk moet toespitsen op alle personeelsleden van de in aanmerking komende diensten, ongeacht het niveau en onverminderd de huidige opdrachten van de "Conseil régional de la formation" (Gewestelijke raad voor de opleiding);

Overwegende dat de betrekkingen tussen de besturen en de School, vanuit een onwrikbaar wederzijds vertrouwen, berusten op een permanente onderlinge samenwerking die wortelt in een gemeenschappelijke visie van overheidsdiensten die inzetten op uitmuntendheid voor iedereen; dat de School, die ter beschikking staat van de besturen voor de uitvoering van de hen door de Regering toevertrouwde hoge opdrachten, bijzonder snel moet kunnen inspelen op de vragen en behoeften van de mandatarissen; dat het dus vanzelf spreekt dat de taakverdeling inzake voortgezette opleidingen tussen de besturen en de School vlot en in onderlinge overeenstemming zal verlopen;

Overwegende dat het opleidingsbeleid, in een visie van zorgzaam bestuur, een beleidsprioriteit van de administratie moet uitmaken die ertoe strekt enerzijds een ethiek van het algemeen belang te versterken of in stand te houden en anderzijds het aanleren en het bijwerken van kennis en knowhow, nodig voor de uitvoering van de opdrachten eigen aan overheidsdiensten, te waarborgen in een dynamiek van verwerving en versteviging van vaardigheden die theoretische kennis, technische en praktijkgerichte kennis en kunde voor het verwezenlijken van een goed of een dienstverlening in een welbepaalde context omvatten;

Overwegende dat het essentieel blijkt opleidingen te verstrekken die aangepast zijn aan de noden van de personeelsleden en de diensten en die deel uitmaken van de kwaliteitsvolle dienstverlening die de gebruikers van gekwalificeerd personeel mogen verwachten;

Overwegende dat de oprichting van een « Ecole d'administration publique » (Bestuurschool) bij moet dragen tot de objectivering van de aanwijzing van de topambtenaren van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en van de Regering van de Franse Gemeenschap, evenals van de van hen afhangelende overheidsinstellingen en dat de opleidingen een bijdrage leveren tot hun kwaliteit;

Overwegende, voor het overige, dat de Franse Gemeenschapscommissie, hoewel haar autoriteiten tot nu toe niet de wens geuit hebben deel uit te maken van deze samenwerkingsovereenkomst, te allen tijde bij de "Ecole d'administration publique" (School voor overheidsdiensten) zal mogen aansluiten en dat deze samenwerkingsovereenkomstig bijgevolg daartoe gewijzigd wordt; dat de "Ecole d'administration publique" (School voor overheidsdiensten) nu reeds toegankelijk is voor de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de overheidsinstellingen die dat wensen;

Overwegende dat de lokale besturen voor het welzijn van hun medeburgers eveneens van beroepskennis blijf moeten kunnen geven in de beheersing van de talrijke en complexe aangelegenheden die ze moeten behandelen;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — "Ecole d'administration publique" (Bestuurschool)

Artikel 1. Er wordt een gemeenschappelijke "Ecole d'administration publique" (Bestuurschool), hierna afgekort (de School) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest opgericht.

De School is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid die ingedeeld is onder de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Tenzij daar in deze samenwerkingsovereenkomst uitdrukkelijk van afgeweken wordt, wordt de School onderworpen aan de bepalingen van bovenvermelde wet, die van toepassing zijn op de instellingen van deze categorie.

De administratieve zetel van de School wordt gezamenlijk door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest bepaald. De School verdeelt zijn opleidingsactiviteiten over verschillende sites op het grondgebied van het Waalse Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze overeenkomst doet geen afbreuk aan de procedures bedoeld in het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten

Art. 2. De School is belast met drie hoofdzakelijke opdrachten :

1. de oorspronkelijke opleiding, de loopbaanopleiding en de transversale voortgezette opleiding van het personeel van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen;
2. de opleiding met het oog op het verkrijgen van het Getuigschrift management openbare besturen;
3. de voortgezette opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke besturen voor de managementfuncties.

De transversale voortgezette opleiding valt onder de opdrachten van de School en de specifieke voortgezette opleiding valt onder de opdrachten van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen, ieder wat hem betreft.

Art. 3. De volgende opleidingen worden door de School ontwikkeld en uitgevoerd ter attentie van de leden van het personeel van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen :

- de transversale voortgezette opleidingen;
- de oorspronkelijke opleidingen, namelijk de opleidingen voorzien in het programma van de stages;
- de oorspronkelijke opleidingen van het contractuele personeel;
- de loopbaanopleidingen.

Op verzoek van het College en volgens modaliteiten die in het beheerscontract voorzien moeten worden, zijn de opleidingen van de School toegankelijk voor de leden van het personeel van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de van hen afhankende Overheidsinstellingen.

De opleidingen van de School zijn volgens de modaliteiten die in het beheerscontract voorzien moeten worden, toegankelijk voor de vakbondsafgevaardigden van het personeel van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen, zelfs indien ze niet rechtstreeks gebonden zijn aan hun loopbaan als personeelslid.

Art. 4. De opleiding van de kandidaten voor de betrekkingen onderworpen aan de mandaatregeling van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen wordt door de School ontwikkeld en uitgevoerd. Het programma van die opleiding wordt op voorstel van de School door de Regeringen bepaald.

Het volgen van die opleiding en het slagen voor het examen dat ze bekrachtigt, leiden tot het verkrijgen van het Getuigschrift management openbare besturen dat voor het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap gemeenschappelijk is en waarvan het houden een verplichte voorwaarde is om een mandaat te verkrijgen.

De houder van het Getuigschrift krijgt toegang tot een pool van kandidaten waarvan alleen de leden hun kandidatuur mogen indienen zowel voor de betrekkingen waarin per mandaat in het Waalse Gewest voorzien moet worden, alsmede voor die waarin per mandaat in de Franse Gemeenschap voorzien moet worden.

Het Getuigschrift wordt afgegeven na onderzoek door een zelfstandige jury voorgezeten door en samengesteld door het selectiebureau SELOR.

Art. 5. § 1. De School ontwikkelt en voert een Getuigschrift management plaatselijke besturen uit voor de wettelijke graden van de plaatselijke besturen.

§ 2. Rekening houdende met het opleidingsaanbod en met de door het Waalse Gewest erkende bestaande structuren worden voortgezette opleidingen bestemd voor de personeelsleden van de plaatselijke besturen voor de managementfuncties door de School ontwikkeld en uitgevoerd.

Onder managementfunctie wordt verstaan de wettelijke graden alsmede de verantwoordelijken voor de diensten, ongeacht het niveau, zoals onderhandeld in Comité C van het Waalse Gewest.

§ 3. De opdrachten van de "Conseil régional de la formation" (Gewestelijke raad voor opleiding) en in het bijzonder die bedoeld in artikel 2 van het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijke raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië) worden niet aangetast door deze samenwerkingsovereenkomst.

Art. 6. In het kader van zijn opdrachten kan de School door de Diensten van de Regeringen en de Overheidsinstellingen belast worden met activiteiten inzake opleidingsidentificatie en/of adviesverlening.

HOOFDSTUK III. — *De opleidingen*

Art. 7. Onverminderd de procedures bedoeld in het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel wordt een Opleidingsplan door de School ontwikkeld en uitgevoerd; dat Plan speelt in op de opleidingsbehoeften van het geheel van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen.

Die opleidingsbehoeften worden door de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen, ieder wat hem betreft, geïdentificeerd.

Het Plan wordt om de twee jaar uitgewerkt en door de Regeringen goedgekeurd na advies van het Wetenschappelijk College en de Raad voor Opleiding.

Art. 8. Op hun verzoek en mits betaling voert de School opleidingen uit die specifiek zijn voor een Dienst van de Regeringen, voor een Overheidsinstelling en voor de plaatselijke besturen.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheerscontract*

Art. 9. § 1. De School oefent zijn opdrachten uit overeenkomstig het beheerscontract gesloten voor vijf jaar tussen enerzijds de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap die gezamenlijk handelen, en, anderzijds, de Raad van bestuur van de School.

§ 2. Het beheerscontract van de School omvat :

1° de taken die de School uitoefent met het oog op de uitvoering van zijn openbare opdrachten;

2° de te bereiken doelstellingen inzake impact, kwaliteit, doeltreffendheid en efficiëntie bepaald door meetbare en precieze criteria en voorzien van uitvoeringstermijnen alsmede de bepaling van de indicatoren gebonden aan de uitvoering van die doelstellingen die het situatieoverzicht vormen, dat voor elke van die indicatoren een referentiewaarde bepaalt en hun uitvoeringsgraad en hun ontwikkeling periodiek vermeldt;

3° de maatregelen die getroffen moeten worden om de beleidsvormen die de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk uitvoeren, na te leven;

4° de regels voor de terbeschikkingstelling van de dotatie en voor de aanpassing ervan;

5° de verplichting om de kosten gebonden aan de uitvoering van de taken en in het bijzonder de investerings- en uitbatingsvoorwaarden te onderscheiden;

6° de omschrijving van de verbintenissen van de School ten opzichte van de gebruikers van de openbare diensten, met name inzake informatieverstrekking;

7° de procedures voor de wijziging of de verlenging van het beheerscontract en de regels voor de oplossing van conflicten.

§ 3. Voor de verlenging van het beheerscontract gaan de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap in overleg met de School en door toedoen van zijn Raad van bestuur gezamenlijk over tot de evaluatie van de werking en van de staat van de openbare dienst waarmee de School is belast.

Deze evaluatie omvat de aspecten betreffende de economische, educatieve, sociale en milieucontext waarin de School werkt, de perspectieven voor de toekomst, de tevredenheid van de gebruikers en, in voorkomend geval, een analyse van de effecten van het vorige beheerscontract.

Bij een gezamenlijke beslissing laten de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap ook gelijktijdig door een derde overgaan tot een afzonderlijke evaluatie.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap nemen gezamenlijk en met inachtneming van de in het eerste en in het derde lid beschreven evaluaties een oriëntatienota aan, waarin de richtlijnen van het project van beheerscontract worden bepaald.

Met inachtneming van de in het vierde lid bedoelde oriëntatienota wordt een project van beheerscontract vastgesteld tussen de partijen bij dit beheerscontract. Dat project wordt ter advies voorgelegd aan het Wetenschappelijk College en de Raad voor Opleiding alsmede aan de Raad van Bestuur van de School die het goedkeurt.

Het beheerscontract wordt ook ter gezamenlijke goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap.

Binnen één maand na het sluiten ervan gaan de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap over tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het beheerscontract.

Na het sluiten van het beheerscontract wordt de School ermee belast een uitvoeringsplan vast te stellen dat de doelstellingen en de op middellange termijn voorziene strategie en de impact ervan op de begroting bepaalt.

§ 4. Het beheerscontract kan substantieel gewijzigd worden volgens de procedure bepaald voor zijn verlenging bedoeld in § 3, eerste lid.

De niet-belangrijke of wezenlijke wijzigingen in het beheerscontract worden ook in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt binnen één maand na hun goedkeuring.

§ 5. Als een nieuw beheerscontract niet op de vervaldatum van het vorige in werking treedt, wordt het vervallen beheerscontract van rechtswege verlengd tot de inwerkingtreding van een nieuw beheerscontract overeenkomstig de in § 3 bedoelde procedure.

§ 6. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet-geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij tegenover welke in het beheerscontract bedoelde verplichting niet uitgevoerd wordt, kan alleen de verplichting voortzetten en, in voorkomend geval, schadevergoeding vragen onverminderd de toepassing van elke bijzondere sanctie bedoeld in het beheerscontract.

§ 7. Het in § 2, eerste lid, 2°, bedoelde situatieoverzicht wordt jaarlijks voorgelegd aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 8. De Raad van bestuur maakt een jaarlijks verslag op over de uitvoering van het beheerscontract. Dat jaarlijks verslag wordt aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap overgemaakt.

HOOFDSTUK V. — *Werking*

Afdeling 1. — De Raad van bestuur

Art. 10. De School wordt bestuurd door een Raad van bestuur van 15 leden die gezamenlijk door de Regeringen worden aangewezen, onder wie :

- de Secretaris-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- de Directeur-generaal van het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- een lid aangewezen onder de mandatarissen van de Overheidsinstellingen van de Franse Gemeenschap;
- de Secretaris-generaal van de diensten van de Waalse Regering ;
- de Directeur-generaal van het personeel van de diensten van de Waalse Regering;
- de Directeur-generaal van het personeel van de diensten van de Waalse Regering belast met het toezicht op de plaatselijke besturen;
- een lid aangewezen onder de mandatarissen van de Overheidsinstellingen van het Waalse Gewest;

Deze aanwijzingen worden voor een verlengbare periode van vijf jaar uitgevoerd, die begint te lopen binnen vijf maanden na de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regeringen die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Waalse Parlement en van het Parlement van de Franse Gemeenschap en houden voor het geheel van de bestuurders met uitzondering van de leden van rechtswege rekening met de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties erkend binnen het Parlement van de Franse Gemeenschap overeenkomstig het mechanisme bepaald in de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek zonder inachtneming van de in artikel 11 bedoelde politieke fractie(s).

Indien één van die politieke fracties overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid over geen openbare bestuurder binnen de Raad van bestuur beschikt, wordt ze er vertegenwoordigd door een waarnemer die door de Regeringen op de voordracht van die politieke fractie wordt aangewezen.

Art. 11. Om als lid van de Raad van bestuur aangewezen te worden, moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° maximum de volle leeftijd van 70 jaar bereikt hebben, behalve afwijking gezamenlijk verleend door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap om behoorlijk gemotiveerde redenen;

2° zich niet vijandig opstellen, niet strafrechtelijk veroordeeld zijn krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing, geen lid zijn van een instelling, een vereniging, een partij of een politieke fractie die zich vijandig opstelt of die strafrechtelijk veroordeeld is krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, in het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en in het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes die met name vermeld zijn in de hierboven vermelde bepalingen;

Dit verbod houdt op één jaar na bovenvermelde rechterlijke beslissing indien de persoon de instelling, de vereniging, de partij of de politieke fractie heeft verlaten wegens en onmiddellijk na haar veroordeling voor niet-naleving van de democratische principes vermeld die met name vermeld zijn in de hierboven vermelde bepalingen.

Dit verbod houdt bij niet-veroordeling op indien vastgesteld kan worden dat de persoon de instelling, de vereniging, de partij of de politieke fractie waaruit hij komt, publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes die met name vermeld zijn in de hierboven vermelde bepalingen.

3° zich niet in een toestand van rechtstreeks of onrechtstreeks functioneel of persoonlijk belangenconflict bevinden wegens de uitoefening van een activiteit of het bezitten van belangen in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met de School een belangenconflict vertoont.

Art. 12. § 1. De hoedanigheid van lid van de Raad van bestuur is ook onverenigbaar met het mandaat of de functies van :

1° houder van een bij verkiezing toegewezen openbaar mandaat;

2° lid van de Regering van de federale Staat, van een Gemeenschap, van een Gewest, van een Gemeenschapscommissie of van de Europese Commissie;

3° lid van een kabinet of van de strategische cel, ook als deskundige, van een Minister of een Staatssecretaris van de Regering van de federale Staat, van een Gemeenschap, van een Gewest, van een Gemeenschapscommissie of van de Europese Commissie;

4° burgemeester, provinciegouverneur of provinciaal gedeputeerde;

5° personeelslid van de School;

6° externe adviseur, deskundige, consultant of regelmatige inschrijver van de School of lid van zijn Wetenschappelijk college.

§ 2. Indien het lid van de Raad van bestuur tijdens zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in § 1, uit te oefenen, vervalt zijn mandaat van rechtswege. Hij wordt vervangen door een persoon die voldoet aan de in de artikelen 11 en 12, § 1, bepaalde voorwaarden en die benoemd is volgens de in artikel 10 bedoelde modaliteiten.

Art. 13. De Voorzitter van de Raad van bestuur wordt voor een verlengbare periode van vijf jaar gezamenlijk door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap aangewezen onder de leden van de Raad van bestuur.

Art. 14. § 1. Onverminderd de mogelijkheid om op elk ogenblik een einde te maken aan het mandaat van lid van de Raad van bestuur, vervalt dat mandaat :

1° bij ontslag;

2° wanneer het lid de volle leeftijd van 70 jaar heeft bereikt, behalve afwijking die gezamenlijk wordt verleend door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap om behoorlijk gemotiveerde redenen;

3° wanneer het meer dan drie keer per jaar zonder rechtvaardiging afwezig is op de vergaderingen van de Raad van bestuur;

4° wanneer het niet aan de helft van de jaarlijkse vergaderingen deelneemt, behalve afwijking die gezamenlijk wordt verleend door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap om medische redenen;

5° wanneer het lid wordt van een instelling of een vereniging bedoeld in het eerste lid, 2°, van artikel 11;

6° in geval van niet-naleving van de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten wanneer ze erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

7° in geval van rechtstreeks of onrechtstreeks functioneel of persoonlijk belangenconflict.

§ 2. In voorkomend geval kunnen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering na advies of op de voordracht van de commissarissen een lid van de Raad van bestuur afzetten als gebleken is dat dit lid :

1° opzettelijk een handeling heeft begaan die onverenigbaar is met de opdracht of het sociale doel van de School;

2° in de uitoefening van zijn mandaat een fout of een ernstige nalatigheid heeft begaan.

De Ministers van Ambtenarenzaken van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Regering horen het lid van de Raad van bestuur nadat ze hem hebben bijeengeroepen, waarbij ze hem vóór de beslissing de feiten uiteenzetten die hem ten laste worden gelegd en die vallen onder de hypothesen bedoeld in het eerste lid.

Tijdens de hoorzitting heeft het lid het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Art. 15. Elk lid dat ophoudt lid te zijn van de Raad van bestuur wordt binnen de vier volgende maanden vervangen.

Art. 16. De volgende personen wonen de vergaderingen van de Raad van bestuur met raadgevende stem bij :

1° de voorzitter van het Wetenschappelijk college;

2° de Regeringscommissarissen;

3° de Directeur-generaal.

Art. 17. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige Overheidsinstellingen en de bevoegdheden die specifiek toegewezen worden aan het Wetenschappelijk college beschikt de Raad van bestuur over alle machten die nodig zijn voor het beheer van de School.

Alle beslissingen van de Raad van bestuur worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Art. 18. De Raad van bestuur maakt een huishoudelijk reglement op.

Dat huishoudelijk reglement slaat op o.a. :

1° het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen dat in ieder geval niet kleiner dan 6 mag zijn;

2° de regels voor de oproeping van de Raad van bestuur, indien mogelijk langs de elektronische weg;

3° de regels betreffende de opneming van de agendapunten;

4° de regels die toepasselijk zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

5° de regels betreffende het quorum opdat de Raad van bestuur rechtsgeldig kan beraadslagen en de stemmingsmodaliteiten voor de leden;

6° de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering gevoerd worden;

7° de wijze waarop de documenten aan de leden van de Raad van bestuur worden overgemaakt;

8° desgevallend, de in acht te nemen regels in het kader van de opmaak van de begroting van de School;

9° de voorwaarden en situaties waarvoor de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;

10° de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;

11° de deontologische regels die bepalingen bevatten i.v.m. de belangenconflicten;

12° het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van de Raad van bestuur.

Art. 19. De School verleent aan de leden van de Raad van bestuur die geen lid zijn van het personeel van de diensten van de Regeringen of van Overheidsinstellingen, reisvergoedingen en presentiegeld, waarvan het bedrag door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk wordt bepaald.

Afdeling 2. — Het Wetenschappelijk college

Art. 20. De School richt uit zijn midden een Wetenschappelijk college op dat door de Raad van bestuur aangewezen wordt en uit 18 leden bestaat :

- 3 leden onder en op de voordracht van de diensten van de Regering of van de Overheidsinstellingen van de Franse Gemeenschap;
 - 3 leden onder en op de voordracht van de diensten van de Regering of van de Overheidsinstellingen van het Waalse Gewest, onder wie 1 van de diensten van de Waalse Regering belast met het toezicht op de plaatselijke besturen;
 - 3 leden op de voordracht van de representatieve vakbondorganisaties die aan Sectorcomité XVI, Sectorcomité XVII en Sectorcomité C van het Waalse Gewest deelnemen;
 - 4 leden op de voordracht van organisaties van plaatselijke besturen en van wettelijke graden;
 - 5 leden gekozen onder de leraars van de Universiteiten en Hoge scholen of deskundigen in opleiding of beheer.
- Bovendien worden een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie, een vertegenwoordiger van de gewestelijke Bestuurschool, een vertegenwoordiger van het federale Bestuursinstituut en een vertegenwoordiger van de "Conseil régional de la formation" erom verzocht om aan de vergaderingen van het Wetenschappelijk college deel te nemen.

De leden van het Wetenschappelijk college worden voor een verlengbare periode van vijf jaar aangewezen.

De voorzitter van het Wetenschappelijk college wordt onder de leraren van de Universiteiten en van de Hogescholen of van de deskundigen in opleiding of beheer aangewezen door de Raad van bestuur voor een verlengbare periode van vijf jaar.

Art. 21. Het Wetenschappelijk college draagt tot de kwaliteit en de coherentie van de beslissingen met een pedagogisch karakter van de School bij.

Het stelt de Raad van bestuur de inhoud en de organisaties van de lessen en opleidingen alsmede de keuze van de opleiders voor met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten. Die voorstellen houden rekening met de resultaten van de voorafgaandelijke analyse van de door de rechthebbende diensten geïdentificeerde opleidingsbehoeften en met de algemene doelstellingen die ze zullen moeten bereiken.

Art. 22. Het Wetenschappelijk college brengt adviezen, aanbevelingen en voorstellen uit over elke aangelegenheid die valt onder de pedagogische activiteiten van de School of die erop een impact heeft.

Het brengt zijn advies uit over het project van beheerscontract en over het opleidingsplan.

Art. 23. De bepalingen van de artikelen 11, 12 en 14 van deze samenwerkingsovereenkomst zijn van toepassing op de leden van het Wetenschappelijk college.

De hoedanigheid van lid van het Wetenschappelijk college is bovendien onverenigbaar met die van lid van de Raad van bestuur van de School.

Art. 24. De School verleent aan de leden van het Wetenschappelijk college die geen lid zijn van het personeel van de diensten van de Regeringen of van Overheidsinstellingen, reisvergoedingen en presentiegeld, waarvan het bedrag door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk wordt bepaald.

Afdeling 3. — De Raad voor Opleiding

Art. 25. Binnen de School wordt een Raad voor Opleiding opgericht, waarvan de samenstelling als volgt wordt bepaald :

- 1° de Directeur-generaal van de School die er het voorzitterschap van waarneemt, of zijn afgevaardigde;
- 2° de voorzitter van het Wetenschappelijk college;
- 3° de leden van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidend ambtenaar van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van elke van de Overheidsinstellingen die vallen onder Sectorcomité VXII;
- 4° de leden van het Strategisch comité van de Waalse Overheidsdienst en de leidend ambtenaar van elke van de Overheidsinstellingen die vallen onder Sectorcomité XVI;
- 5° twee leden aangewezen door elke van de bij Sectorcomité XVII representatieve vakbondsorganisaties;
- 6° twee leden aangewezen door elke van de bij Sectorcomité XVI representatieve vakbondsorganisaties;
- 7° twee leden aangewezen door elke van de bij Sectorcomité C van het Waalse Gewest representatieve vakbondsorganisaties;
- 8° een lid van de "Conseil régional de la formation" van het Waalse Gewest.

Art. 26. De Raad voor Opleiding wordt door de voorzitter bijeengeroepen die er de agenda van vaststelt.

Onverminderd de procedures bedoeld in het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel brengt de Raad voor Opleiding zijn advies uit over het Opleidingsplan, het activiteitenverslag van de School en het project van beheerscontract. Hij kan initiatiefadviezen in verband met de opdrachten van de School uitbrengen.

Afdeling 4. — Dagelijks bestuur

Art. 27. Het dagelijkse bestuur van de School wordt door een Directeur-generaal waargenomen.

De Directeur-generaal wordt voor een mandaat gezamenlijk aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering overeenkomstig het stelsel ingesteld bij Titel II van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode

Voor de toepassing van dit stelsel op de Directeur-generaal wordt verstaan onder "Regering", de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die gezamenlijk handelen.

Art. 28. De Directeur-generaal voert de beslissingen van de Raad van bestuur uit en brengt hem driemaandijks verslag uit over de uitvoering ervan.

De Directeur-generaal zorgt voor het dagelijkse beheer voor alle opdrachten van de School. Daartoe kan hij alle handelingen tot bewaring van recht, alle handelingen tot uitvoering van de door de Raad van bestuur genomen beslissingen, en alle handelingen die, wegens hun belang of de gevolgen die ze op de School hebben, niet buitengewoon zijn, die niet leiden tot een verandering van administratief beleid en die de lopende zaken van de School afhandelen, verrichten. Hij oefent elke andere opdracht uit, die hem door de Raad van bestuur wordt toegewezen.

De Directeur-generaal beheert de begroting van de School.

De Raad van bestuur kan hem de hoedanigheid van ordonnateur overdragen. Daartoe kan hij elke op de begroting van de School toerekenbare uitgave vastleggen, goedkeuren en ordonnanceren.

De Directeur-generaal moet de voorzitter van de Raad van bestuur, die op eigen initiatief of op verzoek van de Raad van bestuur handelt, informeren over de in het kader van het dagelijkse beheer verrichte handelingen en hem alle uitleggen die erop betrekking hebben, verstrekken.

De Directeur-generaal vertegenwoordigt de School in alle rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder.

Hij wordt ertoe gemachtigd om een deel van de bevoegdheden die hem bij of krachtens dit artikel worden toegekend, aan één of verschillende personeelsleden over te dragen binnen de perken en voorwaarden die hij bepaalt; het betreft ook zijn bevoegdheid om de School voor de gerechtelijke en administratieve rechtbanken te vertegenwoordigen.

De Raad van bestuur bepaalt de regels betreffende de delegaties van bevoegdheden en handtekeningen aan de Directeur-generaal.

Art. 29. Onverminderd aanvullende bepalingen vermeld in het statuut van het personeel is de Directeur-generaal minstens onderworpen aan de in artikel 12, § 1, 1^o tot 4^o en 6^o bedoelde onverenigbaarheden.

HOOFDSTUK VI. — *Personeel*

Art. 30. Onder voorbehoud van de nodige aanpassingen waartoe de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap gezamenlijk overgaan naar gelang van de eventuele bijzonderheden van de School zijn de bepalingen die het administratieve en geldelijke statuut van de personeelsleden van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest vormen, van toepassing op het personeel van de School.

Art. 31. De School ressorteert onder Sectorcomité XVI ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 32. De personeelsformatie van de School wordt gezamenlijk bepaald door de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap.

Art. 33. § 1. Het personeelslid aangesteld in of ter beschikking gesteld van de Directie Opleiding van de Waalse Overheidsdienst of van de Bestuurschool van het Ministerie van de Franse Gemeenschap kan aan de School overgedragen worden.

Daartoe antwoordt het personeelslid op de oproep tot de kandidaten die door de School verricht is.

Het personeelslid dat die oproep niet binnen 15 kalenderdagen heeft beantwoord, blijft in zijn oorspronkelijke administratie.

Na afloop van de procedure en indien bepaalde betrekkingen vacant blijven, kan de School een oproep tot de kandidaten verrichten voor alle personeelsleden van de Diensten van de Regeringen en van de Overheidsinstellingen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest.

De School kiest de kandidaten door de titels en verdiensten op grond van het profiel van de functie te vergelijken.

Minstens 30 dagen voor de in het tweede lid bedoelde eerste oproep tot de kandidaten :

- bepalen de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest de administratieve zetel van de School overeenkomstig artikel 1;

- keurt de Raad van bestuur het organogram van de diensten van de School goed.

Elke Regering bepaalt de lijst van de personeelsleden van hun diensten die aan de School overgedragen zijn, en maken ze in het *Belgisch Staatblad* bekend.

§ 2. De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van de derde en vierde leden behouden ze ook de toelagen, vergoedingen of premies en de andere voordelen waarvan ze in hun oorspronkelijke dienst genoten, overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was en van de datum waarop het recht verworven is.

Ze behouden slechts de voordelen gebonden aan een functie voor zover de voorwaarden voor hun toekenning binnen de School van toepassing blijven.

Wanneer een personeelslid belast is met de uitoefening van een hogere functie in zijn oorspronkelijke dienst, wordt voor zijn overdracht slechts rekening gehouden met zijn statutaire graad. Als hij vanaf zijn overdracht en zonder onderbreking binnen de School opnieuw wordt belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als welke die hij in zijn oorspronkelijke dienst heeft uitgeoefend, wordt hij geacht de uitoefening van de hogere functie voort te zetten.

Wanneer een van de in § 1 bedoelde diensten overgedragen personeelslid in zijn oorspronkelijke dienst mandataris is, behoudt hij die hoedanigheid binnen de School. Onverminderd de bepalingen van deze paragraaf zijn de bepalingen van het administratieve en geldelijke statuut van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering betreffende het stelsel van het mandaat op dat lid van toepassing.

De overgedragen personeelsleden behouden de laatste evaluatievermelding die hen is toegekend.

Die evaluatie blijft geldig totdat er een nieuwe evaluatie wordt toegekend.

De personeelsleden die voor hun overdracht geslaagd zijn voor een vergelijkend overgangsexamen tot het hogere niveau in hun oorspronkelijke dienst, behouden de rechten op de bevordering die ze via het slagen voor dit examen verworven hebben, binnen de School.

Voor hun rangschikking worden deze laureaten geacht die selectie of dit examen binnen de School te hebben afgelegd.

Wanneer een vergelijkend overgangsexamen tot het hogere niveau waaraan het personeelslid kan deelnemen, aangekondigd is in de dienst waartoe hij op de datum van de overdracht behoort, behoudt dat personeelslid het recht om eraan deel te nemen, zelfs indien het tijdens dit examen overgedragen is.

Het personeelslid behoudt het voordeel van alle brevetten die het tijdens zijn loopbaan heeft verkregen. In voorkomend geval wordt een gelijkwaardigheidsbesluit aangenomen door de Regeringen.

Art. 34. Onverminderd de bestaande regelgevende bepalingen wordt elke vacante betrekking aan de personeelsleden van de diensten van de Regering via de respectievelijke websites medegedeeld.

Art. 35. De School wordt ertoe gemachtigd deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden aan te vragen.

HOOFDSTUK VII. — *Controle**Afdeling 1. — De Regeringscommissarissen*

Art. 36. De School is een instelling onderworpen aan de controlebevoegdheid van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap die door twee commissarissen uitgeoefend wordt; de ene wordt aangewezen door de Waalse Regering en de andere door de Regering van de Franse Gemeenschap onder de voortdurende commissarissen van het Interministerieel College van de Commissarissen van de Franse Gemeenschap.

De bepalingen betreffende de voortdurende commissaris van het Interministerieel college van de commissarissen van de Franse Gemeenschap zijn van toepassing tenzij daar in deze samenwerkingsovereenkomst van afgeweken wordt.

Art. 37. § 1. Voor de aanwijzing van de Regeringscommissarissen gaan de Regeringen na :

1° of de kandidaat voldoende beschikbaar is om zijn mandaat uit te oefenen;

2° door het voorleggen van een curriculum vitae of de kandidaat de beroepsbevoegdheden en de nuttige ervaring heeft, met name wat betreft de activiteiten van de instelling;

3° door een getuigschrift van goed zedelijk gedrag of de kandidaat nooit het voorwerp is geweest van een strafrechtelijke veroordeling die onverenigbaar is met de uitoefening van de functie van Regeringscommissaris of, bij gebrek, een verklaring op erewoord dat hij nooit het voorwerp is geweest van een dergelijke veroordeling;

4° of de kandidaat via een verklaring op erewoord schriftelijk bevestigt dat hij zich niet in de gevallen bedoeld in artikel 39 bevindt;

5° of de kandidaat zich niet bevindt in een toestand van rechtstreeks of onrechtstreeks functioneel of persoonlijk belangenconflict wegens de uitoefening van een activiteit of het bezitten van belangen in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met de instelling concurrerend is.

§ 2. Bij ontslag, bij overlijden of afzetting van de Regeringscommissaris of van de uitoefening van een onverenigbare functie door hem, wordt hij zo spoedig mogelijk vervangen volgens de in § 1 bedoelde procedure.

Art. 38. De Regeringen mogen niet een in artikel 11, 2°, bedoelde persoon in de hoedanigheid van Regeringscommissaris aanwijzen.

Als de Regeringen de kandidatuur van een persoon op grond van het vorige lid weigeren, motiveren ze speciaal hun beslissing.

Art. 39. § 1. Onverminderd andere beperkingen bedoeld door of krachtens een wet, een decreet, een besluit, zijn de opdrachten van de Regeringscommissaris onverenigbaar met het mandaat of de functies van :

1° lid van een Regering van de federale Staat, van een Gewest of een Gemeenschap;

2° lid van het Europees Parlement, van de federale wetgevende kamers, van een Gewest- en Gemeenschapsparlement;

3° gouverneur of provinciaal gedeputeerde;

4° personeelslid van de School of van de Raad van bestuur, of van één van zijn dochterondernemingen of van het beheersorgaan van één van de dochterondernemingen;

5° externe adviseur of regelmatige consultant van de instelling;

6° burgemeester, schepen, voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en voorzitter van een intercommunale.

§ 2. Indien de Regeringscommissaris tijdens zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in § 1 uit te oefenen, vervalt zijn mandaat van rechtswege. Hij wordt vervangen door Regeringscommissaris die overeenkomstig artikel 37 wordt benoemd.

Art. 40. Onverminderd de mogelijkheid om op elk ogenblik een einde te maken aan de opdrachten van de Commissaris kan de Waalse Regering na hoorzitting van de Regeringscommissaris door de Minister van Ambtenarenzaken hem in de volgende gevallen afzetten :

1° als hij opzettelijk een handeling heeft begaan die onverenigbaar is met de opdracht of het sociale doel van de instelling;

2° als hij in de uitoefening van zijn opdrachten een fout of een ernstige nalatigheid heeft begaan;

3° als hij tijdens eenzelfde jaar zonder rechtvaardiging afwezig is op meer dan drie regelmatig bijeengeroepen vergaderingen, waarop zijn aanwezigheid vereist is krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling;

4° als hij de in artikel 37, § 1, bedoelde voorwaarden niet meer vervult.

Tijdens zijn hoorzitting kan de Regeringscommissaris zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze

Art. 41. § 1. De Regeringscommissaris is belast met de controle van de School overeenkomstig de wettelijkheid en het algemeen belang.

§ 2. Binnen een termijn van vier volle dagen oefent de Regeringscommissaris een beroep uit bij de Regering die hem heeft benoemd, tegen elke beslissing die hij in strijd acht met de wetten, de decreten, de besluiten, het beheerscontract en het algemeen belang.

Dat beroep heeft schorsende kracht. Het wordt op dezelfde dag betekend aan de Regering waarbij het beroep niet aanhangig is gemaakt.

De termijn van vier dagen begint te lopen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Commissaris regelmatig daarvoor is opgeroepen, of in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop hij daarvan kennis heeft gekregen.

Als de Regeringscommissaris het in het eerste lid bedoelde beroep uitoefent, beschikt de Regering waarbij het beroep aanhangig is gemaakt, over een termijn van dertig dagen te rekenen van dezelfde dag als die bedoeld in het vorige lid om de beslissing van de School op eensluidend advies van de andere Regering te vernietigen. Na afloop van die termijn is de beslissing van de School definitief. De termijn van dertig dagen kan met een nieuwe termijn van tien dagen verlengd worden bij beslissing van de Regering die de Regeringscommissaris heeft benoemd.

De beslissing tot verlenging of vernietiging wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht aan de School medegedeeld. Een afschrift wordt ook per gewone brief gestuurd aan de andere Regeringscommissaris.

Art. 42. De Regeringscommissaris kan op de agenda van de organen waarin hij zitting moet hebben, alle punten laten plaatsen, die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn opdrachten, en met name de punten in verband met :

1° de naleving van deze samenwerkingsovereenkomst of van de besluiten betreffende de School of zijn opdrachten;

2° in voorkomend geval, de naleving van de verplichtingen voortvloeiend uit het beheerscontract.

Art. 43. De Regeringscommissaris brengt speciaal verslag uit aan de Minister-President, aan de voogdijminister en aan de Minister van Begroting van de Regering die hem heeft benoemd, over elke beslissing of handeling van de Raad van bestuur of van het Wetenschappelijk college die een significant effect zou kunnen hebben op de uitvoering van de opdracht van openbare dienst van de School, op de begroting van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap, naar gelang hij door de ene of de andere entiteit is genoemd of, in voorkomend geval, op de verplichtingen voortvloeiend uit het beheerscontract.

De Regeringscommissaris brengt ook speciaal verslag uit aan de Minister van Ambtenarenzaken, die lid is van de Regering die hem heeft benoemd, over elke beslissing of handeling van de Raad van bestuur die een significant effect zou kunnen hebben op het statuut van de personeelsleden van de School.

Een afschrift van die verslagen wordt ook per gewone brief gestuurd aan de andere Regeringscommissaris.

Art. 44. De Regeringscommissarissen delen de volgende informatie mede aan de Minister-President, aan de voogdijminister en aan de Minister van Begroting, die respectievelijk lid zijn van de Regering die hen heeft benoemd :

1° binnen twee werkdagen na ontvangst ervan, de agenda van elke van de vergaderingen waarop hun aanwezigheid krachtens deze samenwerkingsovereenkomst vereist is, waarbij de aandacht van de Ministers in voorkomend geval op de wezenlijke punten gevestigd wordt;

2° binnen vijf werkdagen na de in 1° bedoelde vergaderingen, een omstandig verslag dat minstens elke nuttige waarneming bevat over de wezenlijke punten en de strategische beslissingen aangenomen of overwogen tijdens deze vergaderingen.

Art. 45. Elke Regeringscommissaris stelt zo spoedig mogelijk de Minister-President, de voogdijminister en de Minister van Begroting, die lid zijn van de Regering die hem heeft benoemd, in kennis van de informatie betreffende zijn opdracht die van deze Ministers wordt verlangd, vergezeld in voorkomend geval van hun commentaren.

Art. 46. Elke Regeringscommissaris brengt de Minister-President, de voogdijminister en de Minister van Begroting, die lid zijn van de Regering die hem heeft benoemd, een driemaandelijks verslag over de thesaurie van de School alsmede een halfjaarlijks verslag over de opvallende ontwikkelingen ervan uit.

Art. 47. De Regeringscommissarissen stellen een schriftelijk en omstandig advies op ter attentie van de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap indien :

1° de bedrijfsrevisor(en) aangewezen overeenkomstig artikel 65 van deze samenwerkingsovereenkomst de Raad van bestuur ervan in kennis stelt dat hij(ze) een toestand heeft (hebben) vastgesteld die de continuïteit van de School in gevaar zou kunnen brengen;

2° hij bepaalde tekortkomingen vaststelt die begaan zijn door een bestuurder ten opzichte van de verplichtingen die hem te beurt vallen krachtens de op hem toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

Art. 48. In de uitoefening van hun opdrachten beschikken de Regeringscommissarissen over de ruimste bevoegdheden. Zij kunnen te allen tijde en ter plaatse inzage krijgen in de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen in alle stukken en boekhoudkundige stukken van de School. Ze krijgen tijdig alle stukken in verband met de geagendeerde vraagstukken van de organen waarin ze zitting moeten hebben.

De Regeringscommissarissen kunnen van alle bestuurders, personeelsleden en beambten iedere uitleg of inlichting eisen en kunnen alle verificaties verrichten die hen nodig lijken voor de uitvoering van hun opdrachten.

Art. 49. De Regeringscommissarissen mogen de inlichtingen waarvan ze in het kader van hun opdrachten in kennis zijn gesteld, niet gebruiken, noch verspreiden als het gebruik of de verspreiding van deze inlichtingen van dien aard is dat het/ze nadeel berokkent aan de belangen van de School.

Art. 50. De Regeringscommissarissen houden zich op de hoogte van de algemene en sectorale wetgevende en reglementaire ontwikkelingen die betrekking hebben op het maatschappelijk doel van de School.

Daartoe worden door de School informatiezittingen of opleidingscycli voor de Regeringscommissarissen georganiseerd of gefinancierd opdat ze hun voortdurende opleiding kunnen waarnemen.

De School kent de door de Waalse Regering aangewezen Regeringscommissaris reisvergoedingen en presentiegeld toe, waarvan het bedrag door de Waalse Regering bepaald wordt.

Art. 51. Volgens een procedure die gezamenlijk door de Regeringen wordt bepaald, lichten laatstgenoemden de Regeringscommissarissen in over opportuniteitsoriëntaties betreffende de opdrachten en het maatschappelijk doel van de School.

Afdeling 2. — Het jaarlijkse activiteitenverslag

Art. 52. De School maakt een jaarlijks activiteitenverslag op dat op zijn website ingekeken kan worden. Dat verslag wordt gelijktijdig aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap alsmede aan het Waals Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap overgemaakt uiterlijk tegen 15 april van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft.

HOOFDSTUK VIII. — *Financieel beheer*

Afdeling 1. — De hulpmiddelen

Art. 53. De hulpmiddelen van de School zijn :

- 1° de dotaties ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap;
- 2° de eigen ontvangsten gebonden aan de door de School verleende diensten;
- 3° de giften en legaten ten gunste van de School;
- 4° de opbrengst van het verhuren of van de toekenning van het gebruiksrecht van een element van het erfgoed van de School;
- 5° de terugvorderingen van tijdens een vorig boekjaar ten onrechte gestorte bedragen;
- 6° de financiële opbrengsten van beleggingen;
- 7° het roerend patrimonium gebruikt door de partijen bij de overeenkomst voor de diensten van de School.

Art. 54. De algemene dotaties van de partijen bij de overeenkomst worden ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse gemeenschap verdeeld volgens een verdeelsleutel van respectievelijk 65 % en 35 % . Hun bedragen hebben als doel de lasten voortvloeiend uit de uitvoering van het beheerscontract te dekken.

Bovendien beslissen de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap gezamenlijk over :

- 1° de eventuele aanvullende dotaties die aan de School toegekend moeten worden;
- 2° de modaliteiten voor de overdracht van saldo;
- 3° de bestemming van de ontvangsten van de openbare opdrachten.

Afdeling 2. — De begroting

Art. 55. Uiterlijk 30 september van het jaar voor het betrokken begrotingsjaar maakt de Raad van bestuur de jaarlijkse begroting op de voordracht van de Directeur-generaal op.

Ze wordt ook ter gezamenlijke goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 56. De jaarlijkse begroting van de School wordt als bijlage van de rechtvaardigingen van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Parlement en aan het Parlement van de Franse Gemeenschap overgemaakt.

De kredietoverschrijdingen worden ter gezamenlijke goedkeuring voorgelegd aan de Regeringen die deze samenwerkingsovereenkomst ondertekend hebben.

Afdeling 3. — Controle en uitvoering van de begroting

Art. 57. De uitgaven van de School worden zonder de voorafgaandelijke tussenkomst van het Rekenhof vereffend en betaald. Het Rekenhof kan de boekhouding ter plaatse controleren en elk ogenblik verzoeken om de overlegging van alle bewijsstukken, staten, gegevens en uitleg i.v.m. de ontvangsten, uitgaven, alsook vermogens en schulden.

Afdeling 4. — Boekhouding en aflegging van de jaarrekeningen

Art. 58. De jaarrekeningen op 31 december van het betrokken jaar worden uiterlijk op 15 april van het volgende jaar opgemaakt door de Raad van bestuur op de voordracht van de Directeur-generaal.

Art. 59. De bewijsstukken worden ter plaatste bewaard.

Art. 60. De jaarrekeningen omvatten :

- a) een overzicht van de activa en passiva van de School;
- b) een uitvoeringsrekening van de begroting;
- c) een variatierekening van het erfgoed, vergezeld van een inventaris van het erfgoed;
- d) een schatkistrekening die de overeenstemming van het begrotingsresultaat met het schatkistresultaat vaststelt.

Ze worden gevoegd bij het jaarlijkse verslag van de School en ter goedkeuring aan de Regeringen voorgelegd.

Ze worden aan het Rekenhof overgemaakt uiterlijk op 31 mei van het jaar dat het beheer volgt.

Art. 61. Er wordt een boekhouding van de vastleggingen gevoerd volgens de door de Regeringen besloten modaliteiten.

Art. 62. De Raad van bestuur is bevoegd om elke beslissing betreffende de inning van de ontvangsten en inkomsten te nemen.

Art. 63. De Raad van bestuur stelt een aan het Rekenhof onderworpen boekhouder aan die toezicht zal houden op de fondsen en waarden van de School.

Art. 64. Een of verschillende bedrijfsrevisoren worden door de Raad van bestuur aangewezen om de rekeningen en de boekhoudkundige stukken van de School te controleren en om na te gaan of ze nauwkeurig en echt zijn. De bedrijfsrevisor(en) wordt (worden) aangewezen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren met inachtneming van de voorwaarden bepaald in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de Overheidsinstellingen. Hun rechten en verplichtingen worden in de federale wettelijke en regelgevende normen bepaald.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

Art. 65. In afwijking van artikel 10, eerste lid, vindt de aanwijzing van de leden van de eerste Raad van bestuur plaats binnen één maand na de inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst.

De eerste Raad van bestuur maakt het eerste huishoudelijk reglement op uiterlijk binnen zes maanden na zijn indiensttreding.

HOOFDSTUK X. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 66. De samenwerkingsovereenkomst van 18 april 2008 betreffende de gemeenschappelijke organisatie van opleidingen voor de mandatarissen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 67. Het "ETNIC" wordt ermee belast de opdrachten van openbare dienst zoals bepaald in artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) voor de School uit te oefenen.

De andere bepalingen van het decreet van 27 maart 2002 zijn mutatis mutandis van toepassing op de door de School uitgeoefende opdrachten van openbare dienst.

De financiering van de financiële middelen die nodig zijn voor de uitvoering van de in de vorige leden bedoelde opdrachten van openbare dienst, is ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap in dezelfde verhoudingen als die bepaald in artikel 54 van deze overeenkomst.

De financiering wordt in de jaarlijkse dotatie van het "ETNIC" opgenomen.

Het Waalse Gewest kan bovendien bijzondere dotaties toekennen aan het "ETNIC".

Art. 68. De gezamenlijke besluiten en beslissingen van de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in deze overeenkomst gelden als de gezamenlijke aanneming van besluiten of beslissing met dezelfde inhoud.

Art. 69. Deze samenwerkingsovereenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 70. Deze samenwerkingsovereenkomst treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de laatste instemming met deze samenwerkingsovereenkomst.

De Regeringen bepalen, ieder wat hem betreft, de datum van inwerkingtreding van artikel 3.

De Regeringen bepalen gezamenlijk de datum van inwerkingtreding van artikel 66.

Brussel, 10 november 2011, in drie originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 398

[2012/200657]

21 JUIN 2011. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;